

**PRIORITÉ À L'ÉGALITÉ
GENDER AT THE
CENTRE**

**NORMES SOCIALES
ET ÉDUCATION
DES FILLES :
UNE ÉTUDE
RÉALISÉE DANS HUIT
PAYS D'AFRIQUE
SUBSAHARIENNE**

**DOCUMENT D'ORIENTATION DE L'INITIATIVE « PRIORITÉ
À L'ÉGALITÉ » (GCI) | AVRIL 2022**

REMERCIEMENTS

Cette publication est soutenue par l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI), coordinatrice de l'Initiative « Priorité à l'égalité » (GCI).

Le document a été documenté et rédigé par Gloria Diamond. Sa publication a bénéficié de l'expertise et des conseils de Sujata Bordoloi, Antara Ganguli, Eline Versluys et Kelly Yotebieng. Le groupe de référence du GCI a fourni des informations inestimables et des commentaires détaillés qui ont permis de façonner cette publication. Remerciements particuliers à : Houraye Mamadou Anne, Rita Bissoonauth, Margherita Boccalatte, Fabricia Devignes, Woppa Diallo, Cecile Giraud, Shreyasi Jha, Khadijah Sidibe, et aux jeunes militantes féministes Maryjacob Okwuosa et Ezihe Ozichukwu.

Ce document a été conçu et rédigé par Daniel Pomlett @The Space Room, traduit par Nathalie Montagu et Inês Cunha Jorge, et revu et corrigé par Julia Stewart.

Publié par :

Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles
3 United Nations Plaza
New York, NY 10017
www.ungei.org
© United Nations Girls' Education Initiative
Avril 2022

Citation suggérée :

Diamond, G. (2022). Normes sociales et éducation des filles : Une étude réalisée dans huit pays d'Afrique subsaharienne. Document d'orientation du GCI. Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI), New York.

INTRODUCTION

Les normes sociales qui renforcent les préjugés sexistes sont extrêmement prédominantes globalement et profondément ancrées dès le plus jeune âge. Les normes sociales peuvent être définies comme des idéaux qui créent des attentes partagées et dictent des règles informelles qui influencent la façon dont les gens doivent se comporter. Les normes sont renforcées par l'approbation sociale et la bonne réputation dans une communauté envers les membres du groupe qui y adhèrent, et l'ostracisme et les punitions pour ceux qui vont à leur rencontre. Les normes de genre sont un sous-ensemble des normes sociales qui se rapportent spécifiquement aux différences entre les sexes, renforçant les inégalités systémiques qui sapent les droits des femmes et des filles et restreignent les possibilités pour les personnes de tous genres d'exprimer leur identité authentique. En tant que telles, les normes de genre reflètent et contribuent également aux inégalités de genre dans la répartition du pouvoir et des ressources (UNICEF et UNFPA, 2020 ; Marcus et Harper, 2015).

Les normes sociales et de genre restrictives alimentent les perceptions autour de la valeur de l'éducation des filles et influencent les investissements et le soutien à l'éducation des filles au niveau des ménages et des communautés (UNESCO et ONU Femmes, 2016 ; Marcus et Harper, 2015). Aux niveaux local et national, les normes de genre inégaux se recoupent avec les normes liées aux institutions sociales et économiques, y compris la religion, le mariage, l'emploi et les moyens de subsistance, pour influencer les résultats en matière d'éducation des filles et d'égalité des sexes. Ces normes peuvent être exacerbées par les réalités de la pauvreté, des conflits, du changement climatique, de l'insécurité, des opportunités économiques et de la qualité de l'éducation, ce qui crée des obstacles persistants à l'accès, à la participation et à la réussite des filles à l'éducation et à l'égalité des sexes (Yotebieng, 2021). En tant que microcosmes de la société au sens large, les écoles sont des espaces où se jouent des rôles de genre et des dynamiques de pouvoir enracinées, pouvant se manifester sous diverses formes de discriminations et de violence fondées sur le genre.

Une éducation de qualité visant à établir l'égalité des genres peut apporter une réponse pour corriger des normes sexistes néfastes et des inégalités de pouvoir. L'éducation transformative des genres va au-delà de l'accès à l'éducation pour les filles et les femmes, tirant parti de l'ensemble du système éducatif pour transformer les normes et stéréotypes néfastes. Il remet en question la dynamique du pouvoir et donne aux parties prenantes les moyens de favoriser un environnement de justice entre les sexes. Dans le contexte de l'éducation transformative des genres, l'environnement scolaire peut être un espace pour les apprenants, les enseignants, les chefs directeurs d'établissement, les parents et les communautés leur permettant de lutter contre les inégalités entre les sexes et de promouvoir des normes et des pratiques positives (UNICEF et al., 2021). Par conséquent, pour combler les écarts existant entre les sexes dans le domaine de l'éducation, y compris dans le contexte de la pandémie de Covid-19—et libérer le potentiel de transformation du genre dans l'éducation, il est urgent de mieux comprendre les normes sociales complexes qui limitent l'accès des filles à l'éducation, à leur participation et à leur réussite, et les raisons de leur persévérance.

C'est la raison d'être de l'étude documentaire sur les normes sociales et l'éducation des filles dans huit pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, commandée par l'Initiative « Priorité à l'Égalité » (GCI) (voir Encadré 1).¹ L'étude passe en revue la littérature existante sur les normes sociales sexospécifiques, les valeurs sous-jacentes qui les maintiennent en place et la manière dont elles affectent l'accès, la participation et la réussite des filles à une éducation de qualité. Cela comprend des recherches et des rapports d'institutions universitaires et de recherche, ainsi que d'organisations internationales, ainsi qu'une gamme d'études et de rapports quantitatifs, à méthodes mixtes et qualitatives. Identifiée

1 Yotebieng, K. (2021). Ce que nous savons (et ce que nous ignorons) des normes sociales persistantes qui entravent l'accès, la participation et la réussite des filles à l'éducation dans huit pays d'Afrique subsaharienne. New York : UNGEI. Pour une liste complète des références et des études passées en revue, [consultez le rapport](#).

comme faisant partie des principaux obstacles à l'égalité des sexes et à l'éducation des filles dans les huit pays partenaires du GCI, l'étude documentaire se concentre sur les normes sociales relatives à : (1) le mariage des enfants ; (2) la faible pertinence économique perçue de l'éducation des filles ; (3) la violence sexiste en milieu scolaire ; et (4) le travail domestique et le travail des enfants. L'étude a identifié des lacunes importantes dans la recherche sur les normes sociales et l'éducation en ce qui concerne les mutilations génitales féminines (MGF), les garçons, le handicap et les enfants et jeunes LGBTQI+.

Ce document d'orientation combine les principaux résultats de la revue de la littérature avec de nouvelles preuves, y compris dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Le document commence par une brève mise à jour de la situation des principaux défis face à l'éducation des filles et à l'égalité des sexes dans la région, étayé par les normes sociales, et par une analyse de l'architecture politique continentale et régionale pertinente pour l'avancement de l'éducation des filles et de l'égalité des sexes en Afrique. Des études de cas de huit pays GCI sont présentées ensuite, chacune incluant un aperçu de la politique nationale et du cadre légal relatifs à l'égalité des genres et l'éducation. Les études de cas explorent plus en détail les données existantes au niveau des pays sur les normes sociales et l'éducation des filles, en identifiant les points d'entrée potentiels et les approches prometteuses pour la transformation des normes sociales. Le document conclut par des constatations générales sur les huit études de cas de pays GCI et des recommandations concrètes. Ce document politique et ses recommandations sont destinés à l'Alliance GCI, aux décideurs politiques, aux praticiens de l'éducation et de l'égalité des genres, au personnel ministériel, aux (I)ONG et à la société civile.

ENCADRÉ 1 : INITIATIVE « PRIORITÉ À L'ÉGALITÉ » (GCI) : RENFORCEMENT DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS SENSIBLES AU GENRE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Les relations et les formes de pouvoir au-delà du système éducatif jouent un rôle crucial dans la reproduction des inégalités entre les sexes et dans la création et la reproduction des obstacles à l'éducation des filles. L'éducation peut jouer un rôle clé dans la remise en question de ces normes de genre, mais elle peut aussi les renforcer et les reproduire si la distribution des ressources, les politiques et les systèmes ne sont pas fondés sur les principes de l'égalité des sexes. Ainsi, transformer des normes de genre profondément enracinées et développer des systèmes éducatifs plus équitables nécessite une compréhension approfondie et spécifique au contexte des problèmes, un leadership engagé et une action transformatrice (Rodway et al., 2021). Des compétences et des capacités spécialisées sont nécessaires pour que les ministères de l'éducation intègrent les considérations de genre dans le fonctionnement global des institutions, et ceux qui possèdent ces compétences doivent avoir un niveau d'ancienneté approprié pour faire avancer ces changements. Une insuffisance d'expertise en matière de genre n'est pas souvent constatée dans les ministères de l'éducation ou cette expertise se retrouve dans des structures incapables de plaider en faveur d'une action ou d'accéder à des ressources adéquates (Gordon et al., 2019 ; Rodway et al., 2021). Si l'éducation doit réaliser son potentiel de transformation du genre, la planification du secteur de l'éducation sensible au genre (GRESP) doit tenir compte des normes sociales et de genre.

Lancée en juillet 2019, l'Initiative « Priorité à l'Égalité » (GCI) a été élaborée par les ministres de l'Éducation et du Développement du G7, en collaboration avec des organisations multilatérales et de la société civile. La GCI soutient les ministères de l'éducation et d'autres acteurs nationaux afin de faire progresser l'égalité des sexes dans et par l'éducation. Elle mobilise l'expertise et les ressources pour les interventions, les stratégies et les plans nationaux du secteur de l'éducation sensibles au genre. L'approche du GCI est ancrée dans la planification du secteur de l'éducation sensible au genre (GRESP), un moyen systématique d'intégrer l'égalité des sexes dans les systèmes éducatifs. La GRESP met en place des politiques et des stratégies pour lutter contre les disparités entre les sexes dans l'éducation et garantit les ressources, les capacités, la surveillance et la responsabilité nécessaires pour y parvenir. Les progrès réalisés dans ce domaine aident les pays à atteindre les objectifs de développement durable 4 et 5 et les objectifs relatifs à l'égalité des genres de la stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique de l'Union africaine. Entre 2020 et 2023, la GCI est mis en œuvre dans huit pays d'Afrique - Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria et Sierra Leone — par un partenariat multipartite connu sous le nom d'Alliance GCI. L'Alliance GCI est composée de ministères de l'Éducation, du consortium d'OSC,² de donateurs du G7³ et d'agences multilatérales.⁴ La GCI est coordonné conjointement par l'UNGEI et l'IPE-UNESCO.

2 Le consortium d'OSC est composé de l'Africa Network Campaign on Education for All (ANCEFA), du Forum des éducatrices africaines (FAWE) et de Plan International.

3 L'Union européenne, la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni.

4 UNGEI, IPE-UNESCO, UNESCO, le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) et UNICEF.

LES NORMES SOCIALES QUI FONT OBSTACLE À L'ÉDUCATION DES FILLES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE : UN BREF APERÇU

Les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre ont enregistré des progrès notables dans l'éducation des filles au cours des deux dernières décennies. La proportion de filles entrant dans les dernières années des écoles primaires et secondaires a augmenté de 2000 à 2017. Les tendances des indices de parité entre les sexes (GPI)⁵ des taux d'achèvement dans le primaire et le premier cycle du secondaire montrent également une réduction de l'écart dans la plupart des pays, bien que les progrès aient ralenti ces dernières années (UNICEF, 2020a). Cependant, l'accès à l'éducation reste très inéquitable en Afrique de l'Ouest et du Centre, en particulier pour les filles marginalisées et adolescentes, les enfants du quintile de richesse le plus pauvre, les enfants vivant dans des zones de conflit et les enfants ayant des difficultés fonctionnelles. Les filles représentent 52 % des 38,8 millions d'enfants non scolarisés dans la région (UNESCO, 2020 ; UNICEF, 2021b). Les données en tant que preuves sont essentielles pour mieux surveiller, comprendre et répondre aux écarts entre les sexes dans le domaine de l'éducation. Un système d'information sur la gestion de l'éducation (SIGE) est le principal outil utilisé pour les données concernant l'éducation dans la plupart des pays africains, mais lorsqu'il s'agit de suivre les progrès vers l'égalité des sexes dans et par l'éducation, il peut présenter plusieurs faiblesses. Cela comprend le manque de données ventilées par sexe et spécifiques au genre, la faiblesse des rapports (par exemple, les lacunes dans les enfants non scolarisés, l'éducation non formelle et l'alphabétisation) et la faiblesse des liens avec le SIGE d'autres secteurs (par exemple, la santé, la nutrition, la justice, le travail).

Grossesse précoce

Les grossesses précoces sont motivées par une combinaison de facteurs sociaux, économiques et éducatifs. Cela comprend des services et des connaissances limités ou biaisés en matière de santé sexuelle et reproductive, des normes sociales sexospécifiques concernant l'adolescence et le comportement sexuel, et la vulnérabilité au pouvoir et à la coercition. Les rôles de genres et la construction par les filles de leur identité et de leur libre arbitre jouent un rôle majeur dans la persistance de la grossesse précoce, tout comme les climats politiques, culturels et religieux et les dynamiques individuelles des ménages et des communautés dans lesquelles elles se trouvent (Denney et al., 2015) souvent liées au mariage des enfants, les grossesses précoces et non désirées peuvent être une conséquence de l'abandon scolaire forcé des filles. Les grossesses précoces sont également une cause majeure d'abandon scolaire en raison de politiques, de lois et de normes sociales discriminatoires qui empêchent les filles enceintes et les jeunes mères de poursuivre leurs études (Versluys, 2019).

L'Afrique subsaharienne a connu une baisse globale des taux de grossesses précoces au cours des 25 dernières années. Cependant, les taux de grossesse précoce dans de nombreux pays du GCI, dont le Tchad, le Mali et le Niger, sont actuellement parmi les plus élevés au monde (UNESCO, 2020). Même dans les pays où les lois et les politiques discriminatoires ont changé (comme au Mozambique et en Sierra Leone), les attitudes et les normes négatives des enseignants, des pairs, des parents et de la communauté peuvent continuer à ostraciser les filles enceintes et les jeunes mères dans l'éducation.

5 [L'indice de parité entre les sexes \(GPI\)](#) fait référence au rapport entre les valeurs féminines et masculines d'un indicateur donné. Un GPI entre 0,97 et 1,03 indique la parité entre les sexes. Un GPI inférieur à 0,97 indique une disparité en faveur des hommes. Un GPI supérieur à 1,03 indique une disparité en faveur des femmes.

La stigmatisation, la peur et même la criminalisation de la grossesse hors mariage (comme en Mauritanie) façonnent les décisions parentales concernant l'éducation des filles. Par exemple, alors que l'éducation précoce des filles est généralement appréciée par les parents et largement encouragée, à la puberté, les normes concernant les rôles et les responsabilités sexospécifiques des filles dans la société priment. Lorsque la grossesse devient un risque, les normes sociales concernant l'âge habituel auquel les filles doivent rester à la maison pour éviter de se mêler aux garçons peuvent empêcher les filles de rester à l'école et de terminer leurs études (Goulds, 2020).

Le mariage des enfants

Le mariage des enfants est motivé par l'inégalité entre les sexes et par une dynamique de pouvoir inégale. Il est exacerbé dans les sociétés et les communautés connaissant des niveaux élevés de violence sexiste, des normes socioculturelles restrictives, la pauvreté, l'insécurité (y compris les attaques contre les écoles) et les déplacements. Le mariage des enfants est encore plus répandu chez les femmes vivant dans les zones rurales, les ménages les plus pauvres et dont le niveau d'éducation est faible ou nul (UNICEF, 2020a). Le mariage des enfants est à la fois une cause et une conséquence du taux d'abandon scolaire des filles et est souvent associé à la grossesse précoce (Versluys, 2019). Les normes sociales poussent les filles à abandonner l'école au moment du mariage et régissent différentes attentes en matière d'éducation et d'emploi pour les garçons et les filles qui ont des enfants (Goulds, 2020). L'Afrique de l'Ouest et du Centre a l'un des taux de mariage des enfants les plus élevés au monde. Bien que les taux diminuent, le rythme reste trop lent : même si les progrès doubleraient, une fille sur trois dans la région serait encore une enfant mariée en 2030. Dans la région du Sahel⁶, indépendamment de la richesse ou de la religion, les femmes plus instruites étaient moins susceptibles d'être mariées dans leur enfance. À l'inverse, on estime que 95 % des adolescentes mariées de la région du Sahel ne sont pas scolarisées (UNICEF, 2020b).

Mutilation génitale féminine⁷

Les MGF sont étayées par des normes socioculturelles et persistent malgré des mesures législatives interdisant leur pratique dans certains pays. Dans les sociétés à forte prévalence, les MGF sont un rite de passage à la féminité et sont donc liées à des normes relatives au mariage, à la sécurité financière, au statut social et à l'intégration (Ahinkorah et al., 2020 ; Gathara et Kurumbi, 2020). Une éducation accrue, un statut socio-économique et une richesse plus élevés et une exposition aux médias de masse (par exemple, les journaux, la télévision et la radio) sont liés à une probabilité réduite de MGF. Toutefois, des recherches supplémentaires sont nécessaires pour comprendre la nature et le sens de la relation entre les normes sociales, l'éducation des filles et les MGF (UNICEF et UNGEI, 2021).

Selon l'UNFPA, les mutilations génitales féminines (MGF) sont connues pour être pratiquées dans certaines communautés de 33 pays africains. Des tendances mitigées sont observées dans les pays du GCI où les MGF sont répandues. Ces dernières années, le Tchad, le Mali et la Mauritanie n'ont enregistré aucun ou seulement un léger déclin des MGF, alors que le Burkina Faso, le Nigeria et la Sierra Leone ont connu une baisse significative, peut-être en raison de l'évolution des normes, des campagnes de sensibilisation, de la législation contre la pratique, et une éducation qui a accru la prise de conscience de ses méfaits et conduit à une résistance contre la pratique (Union africaine, 2021a).

Violence basée sur le genre en milieu scolaire

La violence sexiste en milieu scolaire (VGMS) se produit dans tous les pays du monde et transcende les différences culturelles, géographiques et économiques des sociétés. La VGMS (violence de genre

6 Les définitions géographiques du Sahel incluent généralement le nord du Sénégal, le sud de la Mauritanie, le centre du Mali, le nord du Burkina Faso, le sud de l'Algérie, le sud-ouest du Niger, le nord du Nigeria, le nord du Cameroun, le centre du Tchad, le centre du Soudan et le nord de l'Érythrée. Ce document suit la définition du Sahel utilisée dans le rapport de l'UNICEF référencé.

7 L'Organisation mondiale de la santé définit les MGF comme toutes les procédures qui impliquent l'ablation partielle ou totale des organes génitaux féminins externes ou d'autres lésions des organes génitaux féminins pour des raisons non médicales.

en milieu scolaire) peut être définie comme des actes ou des menaces de violence sexuelle, physique ou psychologique se produisant à l'intérieur et autour des écoles, perpétrés en raison de normes et de stéréotypes de genre et imposés par une dynamique de pouvoir inégale (UNESCO et ONU Femmes, 2016). La VGMS peut être perpétrée à la fois par les enseignants et les apprenants. Les apprenantes sont les principales victimes d'attouchements sexuels non désirés et de tentatives de relations sexuelles non consensuelles perpétrées par des camarades de classe et des enseignants. En Afrique subsaharienne, les filles signalent des cas d'enseignants masculins exigeant des faveurs sexuelles en échange de bonnes notes, d'un traitement préférentiel en classe, d'argent et de cadeaux. La peur des représailles peut empêcher les filles de refuser les demandes des enseignants (UNESCO, 2020). La violence est également souvent dirigée contre les étudiants lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres et les autres apprenants qui présentent des identités de genre non binaires, mais les données sur la VGMS parmi les étudiants LGBTQI+ dans les pays du GCI sont limitées.

Le handicap

Pour les apprenants handicapés, les environnements scolaires, les programmes et les pratiques pédagogiques ne sont souvent pas adaptés à leurs besoins, ce qui crée des obstacles supplémentaires à la participation et à la réussite des apprenants dans l'éducation (GPE, 2018). Les écoles reproduisent également les structures et les hiérarchies des pouvoirs de la société, renforçant les normes néfastes, la stigmatisation et les stéréotypes concernant à la fois le handicap et le genre. Les filles handicapées connaissent également des taux de violence sexiste plus élevés que les garçons handicapés et peuvent être confrontées à des obstacles supplémentaires face au signalement et à l'orientation. Ainsi, les familles peuvent s'opposer à envoyer les filles handicapées à l'école par crainte pour leur sécurité. En outre, les normes de genre inégales et la division du travail domestique peuvent signifier que le coût d'opportunité de l'éducation des filles handicapées est considéré comme trop élevé (Sightsavers, 2021; Humanity and Inclusion, 2021).

On estime qu'un nombre important d'enfants handicapés en Afrique subsaharienne ne sont pas scolarisés. En Afrique de l'Ouest et du Centre, les installations de gestion de l'hygiène menstruelle dans les écoles ne sont souvent pas adaptées aux filles handicapées, ce qui entraîne des absences répétées pendant les menstruations. Tous les pays du GCI se sont engagés à mettre fin à l'exclusion des enfants handicapés dans l'éducation en signant et/ou en ratifiant la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées. Cependant, des écarts importants existent entre les engagements politiques et la mise en œuvre, aggravés par un manque de données systématiques et fiables.

Fragilité, conflits et urgences climatiques

Les normes de genre existantes et inégales sont souvent intensifiées pendant les conflits, exacerbant les disparités entre les sexes dans l'éducation. Cela peut augmenter le risque pour les filles de subir des violences et des abus sexuels et sexistes. L'insécurité et les déplacements réduisent l'accès des filles à l'école et augmentent la demande de travail des enfants, et le mariage peut être considéré comme un mécanisme d'adaptation pour protéger les filles contre la violence, ou comme une stratégie pour faire face aux chocs de revenus. Des installations d'eaux et sanitaires insuffisantes dans les écoles, une discrimination exacerbée à l'égard des filles handicapées en particulier et un risque accru de violence signifient que les filles sont davantage susceptibles d'être confinées à la maison et exclues de l'éducation dans les situations de conflit et de crise (Pereznieto et al., 2017 ; Goulds, 2020).

L'Afrique de l'Ouest et du Centre, et en particulier la région du Sahel, est confrontée à certains des défis humanitaires les plus complexes au monde, notamment l'insécurité alimentaire, les conflits et l'instabilité, les déplacements internes et l'impact du changement climatique. Les urgences humanitaires ont également un impact sur l'accès et la qualité de l'éducation dans la région (OCHA, 2021 ; UNICEF, 2019). Même avant le COVID-19, plus de 9 290 écoles en Afrique de l'Ouest et du Centre

étaient déjà fermées en raison de l'insécurité (Save the Children, 2020). Les enfants font face à des traumatismes complexes en raison de déplacement forcé et du fait d'être témoin ou victime de violence. Parmi les pays de la GCI, le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, le Niger et le Nigéria connaissent une recrudescence des menaces et des attaques contre les élèves, les enseignants et les écoles (UNICEF, 2019).

Covid-19

La crise du Covid-19 est susceptible de saper les efforts visant à faire progresser l'égalité des genres dans et par l'éducation. Les normes de genre inégales préexistantes - y compris celles qui sous-tendent la dépriorisation de l'éducation des filles et le mariage des enfants - sont exacerbées pendant les crises sanitaires et financières (Psaki et al., 2017 ; Corno et al., 2017 ; UNESCO, 2020) Comme en témoigne la crise d'Ebola, cela peut entraîner une augmentation du décrochage scolaire, des mariages d'enfants, des grossesses précoces et un alourdissement du fardeau des responsabilités domestiques pour les filles (Bandiera et al., 2020). L'impact sur l'éducation des filles est donc susceptible d'être approfondi dans les pays où des interdictions préexistantes, une forte stigmatisation sociale ou un manque de politiques claires concernant la fréquentation ou la réintégration des filles enceintes et mariées et des jeunes mères à l'école.

Malgré les efforts concertés des gouvernements et d'autres parties prenantes dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, l'accès à l'apprentissage à distance pendant les fermetures d'écoles liées au Covid-19 a été inégal. Les données disponibles à ce jour ne rendent compte que partiellement de l'impact de la pandémie sur l'éducation des filles et l'égalité des sexes dans l'éducation,⁸ cependant, de nouvelles preuves soulignent que les normes et les attentes liées au genre déterminent si les filles et les garçons sont capables de participer à des stratégies d'apprentissage à distance et d'en bénéficier (UNESCO, 2021). Les disparités entre les sexes en matière d'inscription et de réintégration semblent également plus prononcées parmi les groupes à faibles revenus et les apprenants adolescents, les filles étant touchées de manière disproportionnée en raison de l'augmentation des grossesses précoces et des mariages d'enfants (Brookings, 2022). Les enseignants ont également fait face à des pertes d'emploi pendant la pandémie, les enseignantes étant touchées de manière disproportionnée en raison de leur double rôle de professionnelles et de principales dispensatrices de soins dans leurs ménages (Observatoire KIX, 2022).

Pauvreté et travail des enfants

Le désavantage économique est un obstacle omniprésent à l'éducation des filles, en particulier lorsqu'il est combiné à des normes de genre enracinées concernant le rôle des femmes dans la société et à des croyances sur la valeur de l'éducation des filles (Gordon et al., 2019). Les perceptions concernant la faible pertinence sociale et économique de l'éducation des filles par rapport à celle des garçons, liée à des opportunités économiques plus limitées et à des parcours de vie acceptés pour les filles, signifient qu'en période de difficultés financières, les parents peuvent choisir de donner la priorité à l'éducation des garçons (Amili et Di Paolo, 2019). Les normes de genre et la discrimination augmentent les risques de travail des enfants, en particulier pour les filles, liés au travail domestique et au travail de ménage non rémunéré (OIT et UNICEF, 2021). En Afrique de l'Ouest et du Centre, la pauvreté des ménages et l'accès limité à une éducation de qualité sont également les causes profondes du travail des enfants, qui est à la fois une cause et une conséquence majeures de l'abandon scolaire, et a un impact négatif direct sur les résultats scolaires des apprenants et sur la réussite des garçons et des filles (Lee et al., 2021). L'insécurité et la crise augmentent également la demande de travail des enfants, et les estimations suggèrent que l'augmentation de la pauvreté due au Covid-19 augmentera sa prévalence (OIT et UNICEF, 2021).

8 Montoya, S. et Chakroun, B. (2021) L'impact de la pandémie sur la scolarisation ne s'est pas encore fait sentir. Le Rapport mondial de suivi sur l'éducation (GEM) <https://world-education-blog.org/2021/12/06/the-pandemics-impact-on-enrolment-is-yet-to-unfold/>

Manque d'enseignantes et de chefs d'établissements femmes

Les chefs d'établissement jouent un rôle essentiel dans la création d'environnements d'enseignement et d'apprentissage sûrs, de haute qualité et sensibles au genre, et dans la promotion de relations solides entre leurs écoles et leurs communautés. Dans l'ensemble des pays participant au Programme d'analyse des systèmes éducatifs (PASEC), les résultats d'apprentissage à la fin de l'école primaire pour les filles et les garçons dans les écoles dirigées par des femmes sont plus élevés. Au Mozambique, les écoles dirigées par une femme ont des taux d'abandon inférieurs à ceux des écoles dirigées par un homme (Rapport Innocenti de l'UNICEF, à paraître).⁹ Pourtant, dans les pays du GCI, les femmes restent sous-représentées dans les directions d'écoles. Le rapport Innocenti de l'UNICEF « Data Must Speak » (les données doivent parler) montre qu'au Niger et au Mali, seulement 1 chef d'établissement sur 10 environ est une femme. Les premières analyses montrent que les écoles dirigées par des femmes peuvent obtenir de meilleurs résultats que les écoles dirigées par des hommes.

Depuis 1995, la part des enseignantes dans l'effectif enseignant global a diminué à la fois dans l'enseignement secondaire (de 32% à 30%) et dans l'enseignement supérieur (de 26% à 24%) en Afrique subsaharienne (UNESCO, 2020). En outre, bien qu'il soit entendu que les normes et les stéréotypes de genre soient acquis dans la petite enfance, peu de pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre abordent de manière adéquate les questions de genre dans l'enseignement et l'apprentissage dès la petite enfance.¹⁰ Les preuves provenant des pays africains ont montré que les filles sont plus susceptibles d'aller à l'école et d'y rester, et que les parents sont plus disposés à soutenir l'éducation des filles, lorsque des enseignantes sont présentes. Les facteurs déterminants incluent les perceptions et les normes concernant les enseignants masculins enseignant aux étudiantes, les réalités de la VGMS vécue par les filles et le fait que les enseignantes peuvent être des modèles importants pour les filles. Les données de dix pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre montrent que les filles dont l'enseignante est une femme affichent de meilleures performances en mathématiques et en lecture. Pour les garçons, le sexe d'un enseignant n'a aucun effet sur les résultats d'apprentissage (Lee et al., 2019 ; UNESCO, 2020).

9 Brossard, M., et Bergmann, J. (2022) et le fait que plus de femmes dirigent des écoles améliore-t-il les résultats d'apprentissage ? <https://blogs.unicef.org/evidence-for-action/can-more-women-in-learning-leadership-improve-education-outcomes/>

10 e Forum des éducatrices africaines (FAWE) a promu une pédagogie sensible au genre à travers les [Principes clés GRP4ECE : Pédagogie sensible au genre pour l'éducation de la petite enfance et Les principes clés pour une pédagogie sensible au genre.](#)

PRINCIPALES POLITIQUES, LÉGISLATIONS ET ACTEURS CONTINENTAUX TRAITANT DES NORMES SOCIALES ET DE L'ÉDUCATION DES FILLES

Sur tout le continent africain, le soutien à l'égalité des sexes et à l'éducation des filles s'est accéléré depuis l'adoption des Objectifs de Développement Durable (ODD) en 2015. L'ODD 4 et l'ODD 5 sont contextualisés dans la Stratégie Continentale de l'Éducation pour l'Afrique (CESA) 2016-2025 et sa Stratégie pour l'égalité des sexes associée, qui répondent toutes deux aux réalités africaines de l'éducation. La CESA, combinée avec trois autres stratégies majeures de l'Agenda 2063 de l'Union africaine : L'Afrique que nous voulons ; La Stratégie de l'Union africaine pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (GEWES) 2018-2028 ; et les plans stratégiques du Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (UA/CIEFFA) de l'Union africaine constitue la principale architecture politique continentale pour l'égalité des sexes et l'éducation des filles en Afrique (voir annexe 1).

L'indice de l'égalité des genres en Afrique (AGI)¹¹ - un outil qui soutient la mise en œuvre et le suivi de l'Agenda 2030 des ODD et de l'Agenda 2063 en Afrique - indique une amélioration spectaculaire vers la parité entre les sexes au niveau de l'enseignement primaire (96,2%), mais un écart grandissant au niveau secondaire. Les taux d'alphabétisation des jeunes varient à travers le continent, mais les écarts entre les sexes sont prononcés en Guinée (AGI 43,6%), au Tchad (AGI 41,2%) et en République centrafricaine (AGI 36%) et où des normes socioculturelles fortes ont conduit à des taux d'alphabétisation beaucoup plus faibles pour les jeunes femmes. L'écart entre les sexes dans les matières scientifiques, technologiques, d'ingénierie et de mathématiques (STEM) est particulièrement marqué en Afrique (AGI 37,9%) où les attentes culturelles et les normes sociales dans les ménages, les écoles, les collèges et les lieux de travail découragent les filles d'étudier ces sujets (BAD et UNECA, 2020).

Mettre fin à toutes les normes et pratiques sociales néfastes, accroître les compétences et les qualifications des jeunes Africains et réinventer les processus du secteur de l'éducation, les programmes d'études et les cadres de qualification sont les principaux objectifs de l'Agenda 2063. L'Agenda 2063 adopte une approche afro-centrée de la prestation de l'éducation qui constitue un pilier clé de la Renaissance africaine : plutôt que de se pencher vers les dimensions « occidentale » et « eurocentrique » historiquement imposées aux systèmes éducatifs africains, il englobe les contextes sociaux et culturels, tout en promouvant l'égalité des sexes (Union africaine, 2016). Bien que la CESA n'aborde pas spécifiquement la question des normes sociales, sa stratégie associée pour l'égalité des sexes appelle à « un effort renouvelé et une approche ciblée pour lutter contre les normes de genre discriminatoires dans l'éducation » et souligne le rôle des enseignants dans la transformation des normes discriminatoires, notamment en ce qui concerne les matières STEM et les parcours professionnels. La pédagogie sensible au genre et la réforme des programmes sont considérées comme des stratégies pour atteindre ces objectifs (FAWE, 2018).

11 [L'indice de l'égalité des genres en Afrique \(AGI\)](#) est produit conjointement par la Banque africaine de développement, l'Union africaine et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). Il mesure la parité entre les femmes et les hommes à travers trois dimensions : économique, sociale, de représentation et d'autonomisation. La dimension sociale mesure les écarts d'accès à l'éducation et aux services de santé. Un score de 1 représente la parité entre les femmes et les hommes. Un score entre 0 et 1 signifie que l'inégalité entre les sexes est en faveur des hommes, tandis qu'un score supérieur à 1 signifie que les femmes s'en sortent bien par rapport aux hommes.

La stratégie de l'Union africaine pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (GEWES) aborde l'éducation principalement dans le contexte de l'autonomisation économique. Bien que la stratégie reconnaisse les inégalités et les stéréotypes de genre dans l'éducation, en particulier en ce qui concerne les STEM, les interventions du secteur de l'éducation se concentrent davantage sur la parité entre les sexes que sur l'égalité ou la transformation des normes. En ce qui concerne la promotion des droits des femmes et des filles et la fin des pratiques néfastes, la GEWES note l'amélioration de la mise en œuvre et de l'application du « Protocole de Maputo¹² comme objectif et défi principal. De nombreux pays africains, y compris les pays de la GCI, fonctionnent selon un système juridique dual. Les lois coutumières régissent la vie quotidienne et les réalités des femmes et des filles, alors que les lois statutaires soutiennent de plus en plus leurs droits. Les tensions entre les lois coutumières et statutaires (y compris les chartes régionales comme le Protocole de Maputo) signifient qu'une application significative des instruments juridiques et politiques pour soutenir l'éducation des filles et interdire la discrimination fondée sur le sexe et les pratiques néfastes telles que le mariage des enfants et les mutilations génitales féminines, ne peut être réalisée sans renforcer le soutien social et communautaire. Les stratégies transversales visant à transformer les normes sociales néfastes dans la GEWES sont principalement axées sur les campagnes et les interventions médiatiques. Cela comprend la lutte contre les préjugés dans la représentation des femmes dans les médias, une campagne continentale pour déclarer l'analphabétisme comme pratique traditionnelle néfaste, et des programmes de médias sociaux et traditionnels pour lutter contre les attitudes, les mentalités et les normes sociales discriminatoires à l'égard des femmes et des filles (FAWE, 2018).

Des efforts coordonnés de plaidoyer et d'activisme ont contribué à élever les questions d'égalité des sexes et d'éducation des filles sur la scène politique en Afrique. En novembre 2021, la Commission de l'Union africaine a organisé au Niger le 3ème Sommet des filles africaines. Des représentants de 35 États membres de l'Union africaine, des organisations internationales, des chefs traditionnels et religieux, des membres de la société civile, des filles et des jeunes militants ont appelé les dirigeants africains à accorder la priorité à l'éducation des filles enceintes et des adolescentes mariées et à s'engager à renforcer la protection des droits de l'homme pour l'éducation des filles. Le sommet et l'appel à l'action qui en a résulté montrent le pouvoir de l'action collective et de l'activisme pour accroître la volonté politique des dirigeants africains à faire progresser l'égalité des sexes dans et par l'éducation (HRW, 2021a ; Union africaine, 2021b).

Les mouvements visant à mettre fin au mariage des enfants, aux grossesses précoces et aux mutilations génitales féminines en Afrique de l'Ouest se sont souvent déroulés parallèlement aux efforts visant à faire progresser l'éducation des filles. Ces dernières années, la convergence a augmenté dans la reconnaissance de la relation importante entre les normes sociales, les pratiques néfastes et l'éducation des filles. Accroître la participation des chefs religieux et traditionnels à la prise de décision et à l'influence publique sur la promotion de l'égalité des sexes dans l'éducation est important pour cibler les normes sociales et culturelles qui peuvent constituer des obstacles à l'éducation des filles. Plusieurs groupes influents travaillent sur ce programme à travers le continent, notamment : le Comité des dix chefs d'État et de gouvernement (C10) Champion de l'éducation, de la science et de la technologie en Afrique ; le Parlement panafricain ; la Fédération Ouest Africaine des Organisations de Personnes Handicapées (FOAPH) ; le Conseil des chefs traditionnels et religieux d'Afrique (CoTLA), les jeunes activistes africains et les organisations de jeunes féministes.

12 En 2003, les États membres de l'Union africaine ont adopté le [Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique \(Protocole de Maputo\)](#) pour faire progresser et sauvegarder les droits des femmes et des filles à travers le continent. À ce jour, 42 pays ont signé et ratifié le Protocole de Maputo.

SECTION 3

ÉTUDES DE CAS DES PAYS PARTENAIRES DE L'INITIATIVE « PRIORITÉ À L'ÉGALITÉ »

Cada estudo de caso de um país parceiro da GCI começa com uma visão global das estatísticas de género e educação para os principais desafios descritos na Secção 1 (ver Anexo 3 para as principais fontes de dados). Complementando a breve visão geral das políticas e dos instrumentos legais que orientam os objetivos de igualdade de género e educação a nível continental na Secção 2, cada estudo de caso fornece uma visão geral da política e do contexto legal para a igualdade de género e educação a nível nacional (ver Anexo 2 para os planos e políticas revistos). Segue-se uma análise dos dados concretos existentes sobre as normas sociais e de género que têm impacto na educação das raparigas e na igualdade de género no contexto de cada país. Estão destacadas as considerações importantes e/ou abordagens promissoras para a transformação das normas sociais e o avanço da educação das raparigas e da igualdade de género.

BURKINA FASO

PHOTO INSTANTANÉE DU GENRE ET DE L'ÉDUCATION

Enseignantes

Primaire



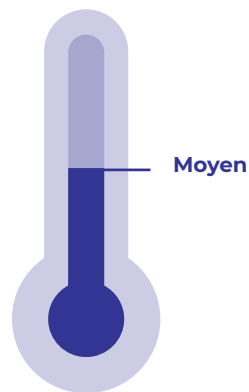
Secondaire



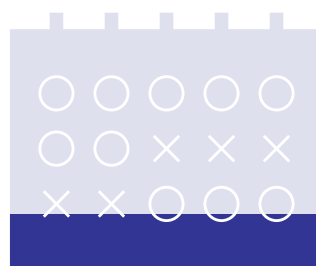
(UNESCO, 2020)

Niveau de discrimination fondée sur le genre de l'indicateur Social Institutions and Gender Index (SIGI)

(UNESCO, 2020)



Gestion de l'hygiène menstruelle



21 %

des filles sont absentes de l'école pendant leurs règles

(UNICEF and UNFPA, 2019)

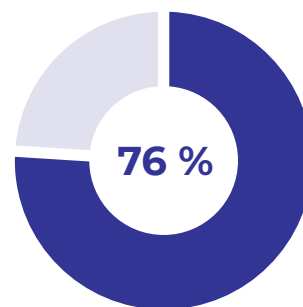
Taux d'achèvement du premier cycle du secondaire

Garçons



(UNICEF, 2021c)

Filles

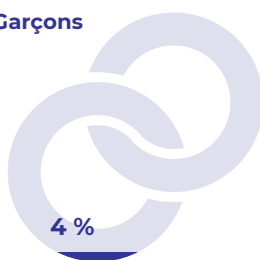


Femmes et filles âgées de 15 à 49 ans ayant subi une forme de MGF

(DHS, 2010)

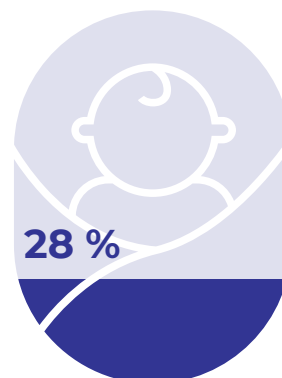
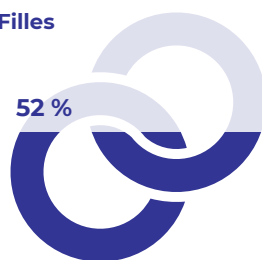
Taux de mariage des enfants

Garçons



(DHS, 2010)

Filles



Taux de maternité précoce

(UNESCO, 2020)

VUE D'ENSEMBLE DE LA POLITIQUE NATIONALE ET DU CONTEXTE JURIDIQUE DE L'ÉGALITÉ DES SEXES ET DE L'ÉDUCATION

Le Plan sectoriel de l'éducation actuel du Burkina Faso est le **Programme sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF) 2012-2021**. Il intègre des aspects liés au genre et au handicap, notant les normes néfastes et la stigmatisation comme des obstacles majeurs à l'éducation des apprenants handicapés.

Le Burkina Faso a une stratégie nationale spécifique ciblant l'éducation des filles, la **Stratégie nationale d'accélération de l'éducation des filles (SNAEF)**. Une politique d'éducation inclusive est en cours d'élaboration.

En réponse au Covid-19, le Burkina Faso a produit le **Plan de réponse du MENAPLN pour la continuité éducative dans le contexte du COVID-19**, qui identifie le mariage des enfants comme un facteur de risque clé pour les filles et l'éducation des filles en particulier. Il complète la stratégie nationale existante du Burkina Faso destinée à mettre fin au mariage des enfants, la **Stratégie Nationale de Prévention et d'Élimination du Mariage d'Enfants (2016-2025)**.

Selon le Code de la famille du Burkina Faso (1989), l'âge minimum pour se marier est 17 ans pour les filles et 20 ans pour les garçons. Avec l'autorisation des tribunaux civils, les filles peuvent se marier dès l'âge de 15 ans et les garçons à 18 ans. En 2018, l'Assemblée nationale du Burkina Faso a adopté un code pénal révisé qui pénalise toutes les formes de mariage d'enfants. Il ne modifie toutefois pas l'âge minimum du mariage.

L'article 1 de la Constitution du Burkina Faso, renforcé par un décret national publié en 1974, interdit le renvoi de l'école des filles enceintes. Toutefois, le Burkina Faso n'a pas de politique ni de loi de réintégration pour protéger le droit à l'éducation des filles enceintes et des mères adolescentes.

CONCLUSIONS CLÉS : NORMES SOCIALES ET ÉDUCATION DES FILLES

Depuis 2016, le Burkina Faso est confronté à l'insécurité, touchant en particulier les régions du Sahel, du Nord, du Centre-Nord et de l'Est, le nombre et la gravité des attaques enregistrées contre les écoles burkinabè augmentant depuis 2017. Avant la pandémie de Covid-19, plus de 2 500 écoles avaient fermé en raison d'attaques ou d'insécurité. Toutes les écoles ont ensuite fermé temporairement en réponse à l'épidémie de Covid-19 en mars 2020. **Les conflits et les attaques contre l'éducation, en plus de la pandémie, ont aggravé les défis envers l'égalité des sexes et l'éducation.** L'insécurité a provoqué des abandons scolaires induits par la peur tant pour les enseignants que pour les apprenants, en particulier les femmes et les filles, ainsi que des conséquences psychosociales à long terme. Les enfants touchés par les fermetures d'écoles se sont inscrits dans des écoles plus éloignées de chez eux, les filles étant particulièrement exposées au harcèlement sexuel et à la violence lorsqu'elles se rendent à l'école à pied. Les filles peuvent également être moins susceptibles de se réinscrire à l'école que les garçons après les fermetures (HRW, 2020 ; OCHA, 2020).

Les taux élevés de mutilations génitales féminines, de mariages d'enfants et de grossesses précoces continuent de limiter les droits et les opportunités des jeunes femmes et des filles. Sa persistance peut s'expliquer par des niveaux élevés d'acceptation sociale, avec 44% de la population qui pense qu'une fille peut être mariée avant d'atteindre l'âge de 18 ans. Cela limite les possibilités d'éducation des filles - en effet, la scolarisation des filles est plus faible dans les provinces où la pratique du mariage précoce est répandue (OCDE, 2018). Dans les situations de crise, avec la fermeture des écoles, le risque de mariage d'enfants et de mutilations génitales féminines augmente, tandis que l'accès aux services de santé et de protection sexuelles et reproductives diminue (OCHA, 2020 ; Goulds, 2020 ; UNICEF et UNFPA, 2021). D'autres facteurs associés au mariage des enfants comprennent la capacité d'action des filles, le moment de l'initiation sexuelle des filles et les normes communautaires, en particulier les opinions sur le mariage des enfants parmi les pères (Misunas et al., 2021). **Les normes sociales et les attentes concernant le mariage et la grossesse précoces peu après le mariage imposent des restrictions à l'éducation et aux aspirations des filles,** et la négociation par les filles de voies alternatives. En outre, l'absence d'une politique claire de réintégration scolaire pour les filles enceintes et les mères adolescentes signifie que les autorités scolaires interdisent souvent aux filles enceintes d'aller à l'école en raison des normes sociales, ainsi que de la stigmatisation liée au fait d'avoir des enfants hors mariage (HRW, 2018).

Reconnaissant le **potentiel de transformation des approches communautaires pour lutter contre les normes socioculturelles néfastes qui sous-tendent le mariage des enfants et limitent l'éducation des filles** au Burkina Faso, le Programme mondial UNFPA-UNICEF pour mettre fin au mariage des enfants a engagé près de 10 000 dirigeants communautaires dans les sessions de formation et de sensibilisation, renforçant leur capacité à devenir des agents du changement dans la transformation des normes sociales. Des dialogues communautaires (impliquant des femmes, des hommes, des filles et des garçons) ont été organisés afin de **construire un consensus social pour l'abandon du mariage des enfants et la promotion des droits des femmes et des filles,** y compris le droit à l'éducation. Étant donné que les figures masculines (par exemple, les maris et les pères) ont tendance à détenir le pouvoir de décision et l'autorité, l'initiative Merci à nous propose une formation aux hommes et aux garçons, couvrant des questions telles que la masculinité positive et leur rôle dans les pratiques traditionnelles néfastes (UNFPA et UNICEF, 2021). Alors que des programmes efficaces pour influencer les comportements et les attitudes des hommes combinent l'éducation de groupe avec la mobilisation communautaire et les campagnes médiatiques, le maintien du **soutien des hommes et des garçons à l'égalité des sexes nécessite des politiques progressistes qui influencent les normes, les comportements et les attitudes à différents niveaux** (UNFPA et al., 2020).

Les écoles privées confessionnelles et laïques sont des structures éducatives importantes au Burkina Faso, avec environ 54% de la population en âge de fréquenter l'école primaire et secondaire du pays qui fréquente ces écoles, qui fonctionnent en dehors du système d'éducation public (Universalía,

2018). Dans certaines communautés, **la scolarisation formelle ou « occidentale » est assimilée à un mépris des connaissances autochtones, ce qui fait craindre aux parents que les enfants rompent avec leurs racines et leurs rôles traditionnels**. En outre, la scolarisation formelle est souvent perçue comme répondant mieux aux besoins des garçons que des filles, sur la base de l'hypothèse normative selon laquelle plus tard, dans la vie, plus de garçons que de filles participeront à une activité économique en dehors de la maison (Kazianga et al., 2012).

La pauvreté reste un obstacle majeur à l'éducation des garçons et des filles, le coût des uniformes scolaires, du matériel et des frais représentant des obstacles importants à l'éducation pour de nombreux ménages (PNUD, 2020). Toutefois, **les perceptions concernant la pertinence sociale et économique de l'éducation formelle, liée à l'acceptation sociale et à la disponibilité d'opportunités post-scolaires, sont fortement sexospécifiques**. Plus de 44% de la population déclarent préférer que leur premier enfant soit un garçon, contre 17% qu'il soit une fille. La préférence pour les garçons se traduit également par un traitement préférentiel des garçons par rapport aux filles en ce qui concerne l'éducation et les dépenses liées à l'école, ce qui intensifie les différences entre les sexes dans les résultats scolaires et les possibilités d'emploi et de formation qui sont offertes aux filles et aux jeunes femmes (OCDE, 2018). Au Burkina Faso, 49,1% des jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans ne sont ni scolarisées, ni employées, ni en formation, contre 30,5% des jeunes hommes (ONU Femmes, 2020).

Les normes sociales justifiant la violence conjugale à l'égard des femmes sont répandues dans la société burkinabé. Par exemple, 34% de la population conviennent qu'il est justifié qu'un mari batte sa femme dans certaines circonstances (OCDE, 2018). La violence physique et sexuelle et le harcèlement contre les filles et les femmes sont souvent normalisés, et les normes socioculturelles autour de la honte, du privilège masculin et de la préférence pour la gestion privée des choses à la maison ou entre les familles, aggravent le manque de responsabilité et d'application de la loi contre les violences envers les femmes (VCF) (Steiner et Lance, 2020). Enracinée dans les normes sociales et les tendances qui existent dans la société au sens large, la VGMS est un problème clé affectant l'éducation des filles. De nombreux enseignants au Burkina Faso déclarent ne pas être au courant de la VGMS et un nombre encore plus faible la signale aux autorités lorsqu'ils en ont connaissance. Bien que les enseignants ne tolèrent souvent pas la VGMS, dans les cas de la VGMS impliquant des enseignants et des apprenants, les normes et hypothèses en vigueur signifient que les apprenantes ont tendance à être davantage blâmées que les enseignants. **Les enseignants déclarent avoir le sentiment de manquer d'outils et de connaissances pour lutter contre la VGMS**, citant la pression de ne pas trahir leurs collègues enseignants et les zones grises autour de l'acceptabilité perçue des relations amoureuses entre enseignants et apprenants. Une meilleure formation et un meilleur soutien aux enseignants pour transformer ces normes et attitudes dans et autour des écoles est donc un point d'entrée important pour lutter contre la VGMS au Burkina Faso (Spear, 2019).

De plus, **les mouvements populaires dirigés par des femmes ont commencé à lutter contre le silence autour de la violence sexiste, y compris à l'intérieur et autour des écoles**. Les enseignantes du secondaire ont formé l'Association Pour la Promotion des Filles et des Femmes¹³ (APEFF) pour dénoncer la violence et transformer les normes sociales afin de protéger les survivants et de stigmatiser les auteurs. Conformément aux normes sociales et culturelles en vigueur pour trouver des solutions par le biais de systèmes informels au niveau interpersonnel, l'APEFF ne promeut pas la responsabilité en utilisant les systèmes officiels de l'État, mais travaille plutôt avec les écoles et les familles pour négocier des compromis. Les grandes organisations pourraient travailler avec des mouvements tels que l'APEFF pour aider les communautés locales à répondre à la violence au niveau de l'école et à perturber les normes relatives à la VGMS et à exiger des comptes à plus grande échelle (Steiner et Spear, 2020).

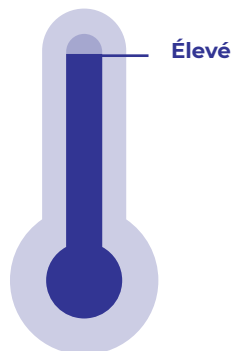
13 Association pour la promotion des filles et des femmes.

TCHAD

PHOTO INSTANTANÉE DU GENRE ET DE L'ÉDUCATION

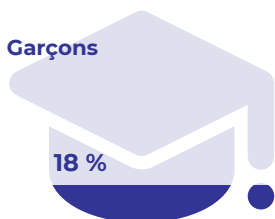
Niveau de discrimination fondée sur le genre de l'indicateur Social Institutions and Gender Index (SIGI)

(UNESCO, 2020)

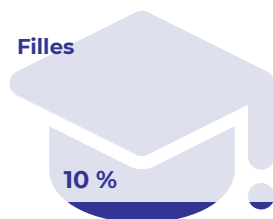


Taux d'achèvement du premier cycle du secondaire

Garçons



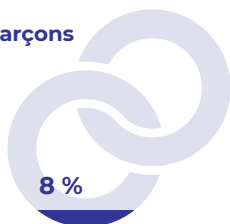
Filles



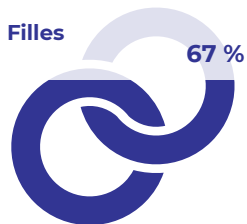
(UNICEF, 2021)

Taux de mariage des enfants

Garçons



Filles



(DHS, 2014-15)

Deficiência e inclusão



Apenas 18% das crianças com deficiência estão matriculadas na escola primária

(PGE, 2018)

Enseignantes

Primaire



Secondaire



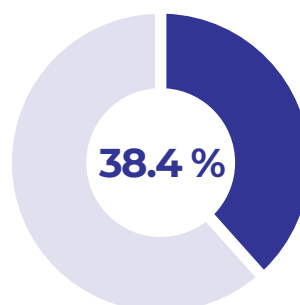
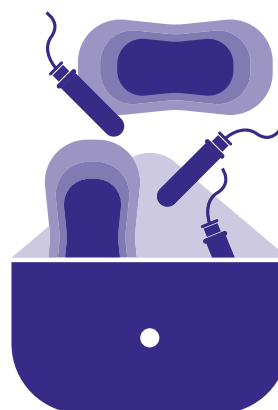
(UNESCO, 2020)

Gestion de l'hygiène menstruelle

8 adolescentes sur 10

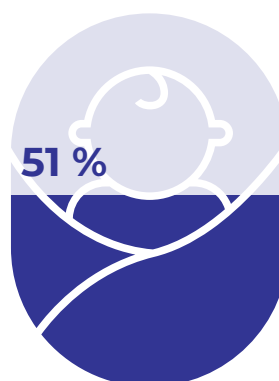
raparigas adolescentes ne disposent pas d'installations et/ou de connaissances adéquates pour gérer efficacement leurs menstruations

(República do Chade, 2018)



Femmes et filles âgées de 15 à 49 ans ayant subi une forme de MGF

(28 Too Many, 2019)



Taux de maternité précoce

(UNESCO, 2020)

VUE D'ENSEMBLE DE LA POLITIQUE NATIONALE ET DU CONTEXTE JURIDIQUE DE L'ÉGALITÉ DES SEXES ET DE L'ÉDUCATION

Le Tchad dispose d'un **Plan d'action quinquennal pour la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre (2019-2023)**. Il appelle au développement d'initiatives visant à réduire les écarts entre les sexes dans l'éducation, à éliminer les stéréotypes sexistes dans les écoles, à promouvoir la Santé et les Droits Sexuels et Reproductifs (SDSR) et à lutter contre la violence basée sur le genre (VBG), et d'autres pratiques néfastes.

Le plan actuel du secteur de l'éducation au Tchad est le **Plan intérimaire de l'éducation au Tchad (PIET) 2018-2020**. Il décrit la mobilisation des parents, des communautés et des chefs religieux pour transformer les normes sociales, les incitations à la scolarisation des filles et le renforcement des capacités du personnel enseignant en matière de genre et de VBG comme mesures clés pour combler les écarts entre les sexes dans l'éducation.

Le pays a publié un plan d'intervention d'urgence pour le secteur de l'éducation en avril 2020 pour faire face à la pandémie de COVID-19, le **Plan de réponse nationale du secteur éducation à l'épidémie de COVID 19 au Tchad (PRNSE C19)**. Il reconnaît la VBG et le décrochage scolaire comme des risques majeurs pour les filles en particulier et propose une stratégie de communication axée sur l'exploitation sexuelle, la VBG, la discrimination et la stigmatisation pour faire face à ces risques.

Pour aborder la question de la gestion de l'hygiène menstruelle dans les écoles, la **Stratégie nationale de l'eau 2018-2030, de l'assainissement et de l'hygiène en milieu scolaire** vise des programmes de l'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) plus inclusifs et sensibles au genre dans les écoles. Cela comprend la création d'installations sanitaires séparées pour les filles et les garçons (également identifiées dans le PSE) et la fourniture de produits d'hygiène féminine pour les filles.

En 2015, le Parlement du Tchad a approuvé une ordonnance permettant de faire passer l'âge du mariage de 15 à 18 ans. Toutefois, selon l'article 277 du code pénal, les mariages coutumiers des filles de plus de 13 ans sont légaux.

Le Tchad n'a pas de politique ni de loi de réintégration pour protéger le droit à l'éducation des filles enceintes et des mères adolescentes.

CONCLUSIONS CLÉS : NORMES SOCIALES ET ÉDUCATION DES FILLES

Bien que l'éducation soit une priorité pour le gouvernement tchadien, l'égalité des sexes et l'éducation des filles étant considérées comme des points saillants pour le développement à la fois dans le plan d'action actuel du PSE et de la politique de genre, les progrès ont été lents. Les conflits internes et la fragilité, ainsi que l'insécurité dans les pays voisins, ont entraîné d'importants mouvements de populations qui mettent à rude épreuve les ressources déjà limitées du Tchad. Dans un pays dépendant de l'agriculture et de l'élevage, la crise climatique a exacerbé la pauvreté et la faim des communautés vulnérables (PAM, 2019). Aux niveaux primaire et secondaire inférieur, 48% des filles ne sont pas scolarisées contre 29,6% des garçons, et les jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans sont presque deux fois plus susceptibles (46,6%) que les jeunes hommes (24,8%) de ne pas suivre d'études ou d'accéder à l'emploi ou à la formation (ONU Femmes, 2020). L'inégalité d'accès à l'éducation se reflète dans le taux d'analphabétisme des femmes (86%) beaucoup plus élevé que celui des hommes (69%) et dans le manque **chronique d'enseignantes dans le système éducatif** (UNICEF, 2019a). En outre, de nombreuses écoles sont perçues par les parents comme étant de « mauvaise qualité » ou en conflit avec les valeurs et l'éducation traditionnelle et religieuse.

Le mariage des enfants, l'instabilité, la violence sexiste et la pauvreté sont également des défis majeurs pour la promotion de l'éducation des filles et l'égalité des sexes. Le Tchad a la troisième prévalence la plus élevée de mariages d'enfants au monde, ce qui est étroitement lié au faible niveau d'éducation des femmes et des filles. Selon Girls Not Brides, les filles sans instruction se marient à l'âge de 16 ans en moyenne, contre 19 ans pour les filles qui ont terminé leurs études secondaires. Faire progresser la voix et le libre arbitre des femmes est largement reconnu comme une stratégie clé pour réduire les inégalités entre les sexes et améliorer les résultats scolaires. Au Tchad, les femmes expriment moins de désir de prise de décision autonome par rapport aux hommes. Cela est peut-être dû à une intériorisation des normes de genre limitant l'autonomie et la prise de décision des femmes et des filles dans le contexte tchadien, ou parce qu'elles sont socialisées dès leur plus jeune âge qu'il n'est pas approprié ou souhaitable qu'elles le fassent (Vaz et al., 2016). De ce fait, **les stratégies visant à promouvoir l'éducation des filles et l'égalité des sexes par l'autonomisation des femmes et des filles au Tchad doivent être éclairées par une compréhension approfondie et spécifique du contexte des normes sociales qui façonnent le libre arbitre des filles**. Les stratégies doivent également chercher à cibler non seulement les femmes et les filles, mais aussi le désir des hommes et des garçons de prendre des décisions autonomes, en particulier celles qui ont un impact sur les décisions concernant l'éducation et les parcours de vie des filles.

Des recherches parmi les communautés de réfugiés au Tchad montrent que **la préférence pour l'éducation des garçons est liée à des normes sociales qui dévalorisent l'importance de l'éducation des filles**. Cela recoupe des facteurs tels que la pauvreté et le manque d'environnements d'apprentissage sûrs et sensibles au genre. De ce fait, la sensibilisation à l'éducation des filles et à l'égalité des sexes doit être menée d'une manière culturellement sensible et est plus efficace si elle est associée au dialogue communautaire et aux réformes structurelles. La **promotion de modèles féminins à succès pour remettre en question et transformer des normes sociales profondément ancrées** concernant les capacités et le rôle social des filles est une autre stratégie prometteuse pour promouvoir l'éducation des filles et l'égalité des sexes (Watson et al., 2018). Les ministères du gouvernement dans les territoires du bassin du lac Tchad continuent de mettre en œuvre des mesures pour prévenir la VBG et les grossesses précoces chez les adolescentes. Celles-ci comprennent la livraison de kits de dignité et de fournitures contraceptives pour les filles et les garçons ; des espaces sûrs et des centres de prestation de services pour offrir des services numériques et des lignes d'assistance téléphonique ; et l'augmentation des services de soutien psychosocial (Ismael, 2020). Toutefois, les restrictions liées au Covid-19 perturbent ou mettent fin aux programmes visant à réduire les grossesses précoces et les mariages d'enfants. **Le Covid-19 a également accru les facteurs de causalité des grossesses précoces et des mariages d'enfants, notamment la pauvreté des ménages, les fermetures d'écoles et les normes socioculturelles néfastes** (ADEA et al., 2021).

MALI

PHOTO INSTANTANÉE DU GENRE ET DE L'ÉDUCATION

Enseignantes

Primaire



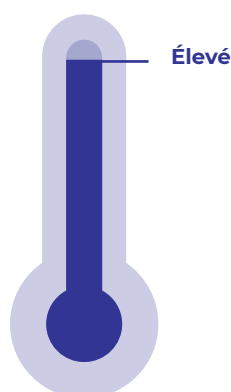
Secondaire



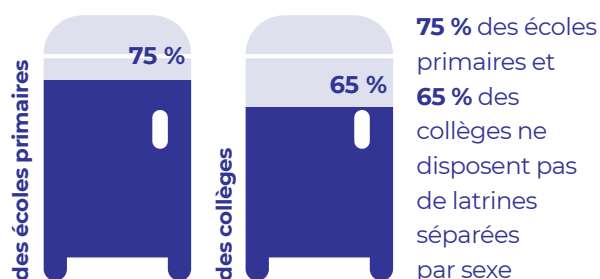
(UNESCO, 2020)

Niveau de discrimination fondée sur le genre de l'indicateur Social Institutions and Gender Index (SIGI)

(UNESCO, 2020)



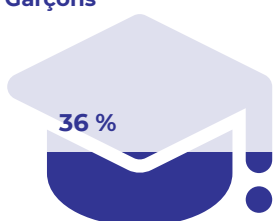
Gestion de l'hygiène menstruelle



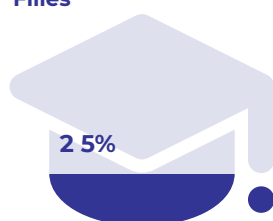
(Turner et al., 2020)

Taux d'achèvement du premier cycle du secondaire

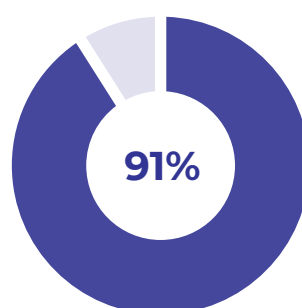
Garçons



Filles



(UNICEF, 2021)

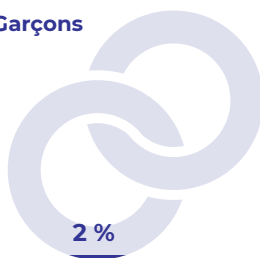


Femmes et filles âgées de 15 à 49 ans ayant subi une forme de MGF

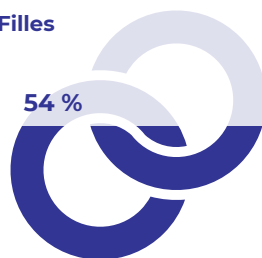
(DHS, 2012-13)

Taux de mariage précoce

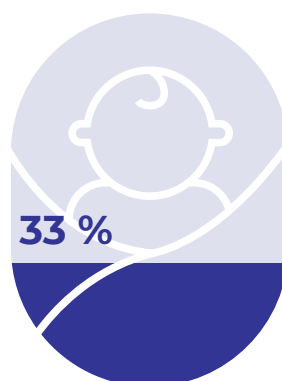
Garçons



Filles



(DHS, 2018)



Taux de maternité précoce

(UNESCO, 2020)

VUE D'ENSEMBLE DE LA POLITIQUE NATIONALE ET DU CONTEXTE JURIDIQUE DE L'ÉGALITÉ DES SEXES ET DE L'ÉDUCATION

Le plan sectoriel de l'éducation actuel du Mali est le **Programme décennal de développement de l'éducation et de la formation professionnelle deuxième génération (PRODEC II), 2019- 2028**. Il comprend des stratégies visant à combler les écarts entre les sexes dans l'éducation, y compris la promotion d'environnements et d'instauration d'apprentissages sensibles au genre, la mobilisation sociale en faveur de l'éducation des filles et des initiatives pour lutter contre la violence à l'égard des filles à l'école, à l'université et dans les milieux communautaires.

Une politique nationale du genre encadre le travail du ministère de l'Éducation. Le Ministère de l'Éducation est en train de revoir la **Politique nationale de 2007 sur la scolarisation des filles**.

Le Mali a lancé une stratégie nationale pour atténuer les impacts du Covid-19 sur l'éducation, la **Stratégie de lutte contre la pandémie du COVID 19 en milieu scolaire (2020)**. Cette stratégie ne tient pas compte du genre.

Le Code de la famille du Mali (2011) fixe l'âge minimum pour se marier à 16 ans pour les filles et à 18 ans pour les garçons. En 2018, la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples l'a jugé contraire aux articles 6 et 21 du Protocole de Maputo¹⁴

14 Voir Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, APDF et IHRDA c. République du Mali, App. N° 046/2016, Arrêt du 11 mai 2018, par. 78, 95, 115, 125.

Le Mali a une politique de réintégration conditionnelle à l'école pour les filles enceintes et les mères adolescentes.

CONCLUSIONS CLÉS : NORMES SOCIALES ET ÉDUCATION DES FILLES

La situation humanitaire et l'instabilité politique du Mali se sont aggravées ces dernières années, avec plusieurs coups d'État et une augmentation des conflits entraînant des déplacements, des violences et un manque d'accès aux services de base, y compris l'éducation. Même avant la pandémie de Covid-19, les fermetures d'écoles dues à l'insécurité touchaient plus de 450 000 enfants et 9 000 enseignants (UNICEF, 2021). Cela oblige les apprenants à voyager plus loin ou à rester loin de chez eux, une solution qui n'est souvent pas normativement acceptable pour les filles. En effet, 8% des parents de filles citent la distance comme principale raison de l'abandon scolaire de leur enfant, contre seulement 2% pour les garçons (République du Mali, 2017). La recherche montre toutefois également que **l'exclusion des filles de l'éducation n'est pas seulement due aux fermetures d'écoles et aux problèmes de sécurité, mais aussi aux normes sociales qui dictent l'âge habituel auquel les filles doivent rester à la maison pour éviter de se mêler aux garçons**. Dans la société malienne, les maris et les pères sont souvent ceux qui détiennent le pouvoir de décision sur des questions telles que le mariage et l'éducation, mais aussi sur le rôle des filles et des femmes dans le ménage (Goulds, 2020 ; GPE, 2020).

Le mariage des enfants est un défi majeur pour l'éducation des filles et l'égalité des sexes, et **la crise humanitaire actuelle est susceptible d'exacerber certains des facteurs moteurs du mariage des enfants, tels que la pauvreté, les normes de genre inégales et l'instabilité**. Selon Girls Not Brides, les faibles niveaux d'éducation sont des déterminants importants du mariage des enfants, où 50% des femmes qui n'ont terminé que l'enseignement primaire se sont mariées avant l'âge de 18 ans, contre 18% ayant achevé le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Toutefois, la plupart des mariages coutumiers au Mali, en particulier ceux impliquant des enfants ne sont pas enregistrés en raison d'un manque de documents d'enregistrement des naissances. La polygamie est une pratique courante dans certaines régions et est associée à des différences d'âge plus importantes entre les conjoints, ce qui peut avoir un impact négatif sur l'influence des femmes et des filles dans la prise de décision au sein du ménage, notamment en ce qui concerne l'éducation. **Les normes et les attentes sociales concernant le mariage influencent l'engagement des filles dans le travail des enfants et l'absence d'éducation**. Pour les filles scolarisées et non scolarisées, la migration temporaire dans le but de gagner de l'argent pour constituer un « trousseau » de mariage est une pratique courante (Melnikas et al., 2019 ; Girls Not Brides, n.d.).

Les déficits d'infrastructures d'assainissement et d'hygiène dans les écoles recoupent les normes sociales et de genre relatives à la menstruation pour limiter l'accès, la participation et la réussite des filles à l'éducation. Les croyances culturelles au Mali obligent à éliminer correctement le matériel d'hygiène menstruelle et les filles insistent sur le besoin d'intimité, d'eau et de savon. Lorsque cela n'est pas possible en milieu scolaire, l'absentéisme des adolescentes peut augmenter, exacerbant davantage les inégalités entre les sexes dans l'éducation au niveau de la transition vers le secondaire et au-delà (Trinies et al., 2015). De plus, **les adolescentes, en particulier celles qui ont été déplacées, ont souvent peu ou pas accès aux informations sur la santé sexuelle et reproductive, la santé mentale et la menstruation**. Ceci est aggravé par des sentiments d'embarras et de honte concernant les menstruations (Goulds, 2020).

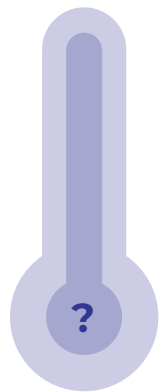
La pratique de la préférence pour les fils est répandue au Mali et concerne les investissements matériels dans l'éducation. Cela reflète la contribution importante des filles au travail domestique, l'éducation des filles représentant souvent un coût d'opportunité. **Onze (11%) des parents de filles citent le coût comme raison de l'abandon scolaire de leur enfant, contre 4% des parents de garçons** (République du Mali, 2017). L'attente d'un mariage précoce et la réalité que les écoles sont des environnements à haut risque d'abus et d'exploitation des filles contribuent à la perception d'un faible rendement social et économique de l'éducation des filles. Par ailleurs, de nombreuses écoles sont perçues par les parents comme étant de « mauvaise qualité » ou en conflit avec les valeurs et l'éducation traditionnelle et religieuse. En tant que tel, le partenariat avec les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales locales, les chefs religieux et traditionnels et les associations de parents sera important pour amplifier les efforts visant à défier ces réalités et à faire pression pour des réformes susceptibles d'accroître la demande et la confiance dans le système éducatif (Pearce et al., 2009).

MAURITANIE

PHOTO INSTANTANÉE DU GENRE ET DE L'ÉDUCATION

Niveau de discrimination fondée sur le genre de l'indicateur Social Institutions and Gender Index (SIGI)

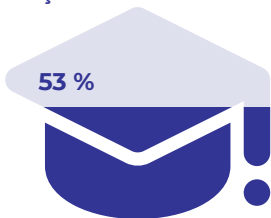
(UNESCO, 2020)



Aucune donnée

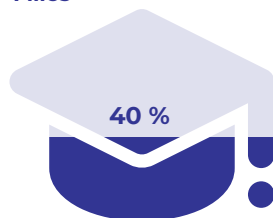
Taux d'achèvement du premier cycle du secondaire

Garçons



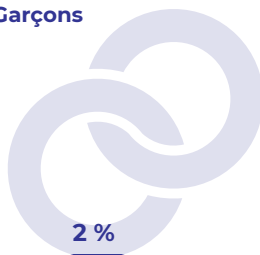
(UNICEF, 2021)

Filles



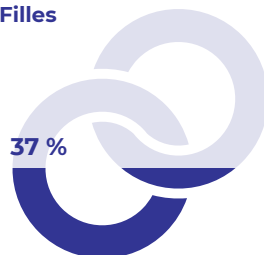
Taux de mariage des enfants

Garçons



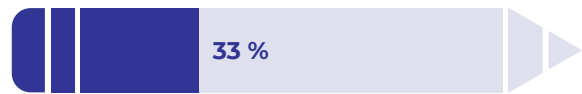
(UNICEF, 2017)

Filles



Enseignantes

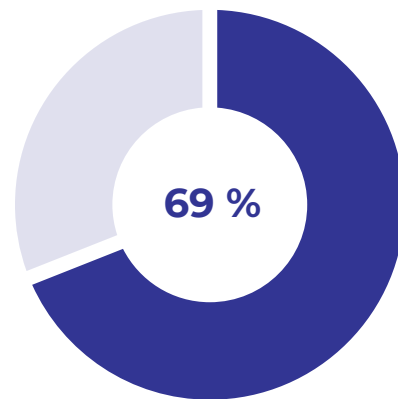
Primaire



Secondaire

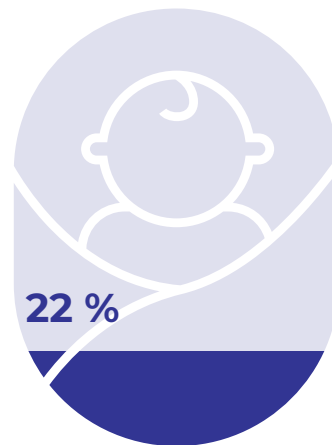


(UNESCO, 2020)



Femmes et filles âgées de 15 à 49 ans ayant subi une forme de MGF

(MICS, 2011)



Taux de maternité précoce

(UNESCO, 2020)

VUE D'ENSEMBLE DE LA POLITIQUE NATIONALE ET DU CONTEXTE JURIDIQUE DE L'ÉGALITÉ DES SEXES ET DE L'ÉDUCATION

Le plan sectoriel de l'éducation actuel de la Mauritanie est le **Programme national de développement du secteur de l'éducation (PNDSE II) 2011-2020**. Il comprend une stratégie visant à réduire les écarts entre les sexes dans l'éducation et à améliorer les taux de transition des filles vers l'enseignement secondaire.

Un plan d'intervention d'urgence pour le secteur de l'éducation a été lancé en mai 2020 pour faire face à la crise du COVID-19, le **Plan de riposte de l'éducation en réponse à la pandémie du Covid-19 (2020)**. Le plan ne tient pas compte du genre.

La Mauritanie dispose d'une loi qui protège le droit des filles enceintes à rester à l'école ou à reprendre leurs études. Toutefois, aucune politique ne stipule le processus de réintégration à suivre par les écoles.

En vertu de la loi de 2001 sur le Code du statut personnel, l'âge minimum légal du mariage est de 18 ans sans exception. La grossesse hors mariage est criminalisée en Mauritanie.

CONCLUSIONS CLÉS : NORMES SOCIALES ET ÉDUCATION DES FILLES

Les problèmes de sécurité persistants, motivés principalement par des tensions ethniques de longue date et la présence de groupes extrémistes autour des frontières de la Mauritanie, ont créé des défis importants pour la sécurité financière et alimentaire, l'éducation et les infrastructures dans les zones touchées. De plus, la Mauritanie accueille environ 50 000 réfugiés du Mali, qui résident principalement dans ses régions du sud en situation d'insécurité alimentaire (GPE, 2018). Malgré certains progrès ces dernières années, **les problèmes d'éducation de base de mauvaise qualité, de faible accès et de qualité de l'enseignement secondaire, y compris le manque d'enseignants qualifiés au niveau secondaire**, sont des défis persistants pour le secteur de l'éducation en Mauritanie (Yotebieng, 2021).

Le mariage des enfants, le manque d'infrastructures scolaires sensibles au genre, la pauvreté et la distance pour se rendre à l'école présentent les plus grands défis pour l'accès, la participation et la réussite des filles à l'éducation. **La grossesse hors mariage est un crime en Mauritanie, ce qui renforce la persistance du mariage des enfants** et renforce les normes néfastes qui sous-tendent cette pratique. Selon Girls Not Brides, les filles des ménages pauvres sont près de deux fois plus susceptibles de se marier avant l'âge de 18 ans que celles des ménages plus riches. 22% des femmes qui avaient terminé au moins quelques études secondaires étaient mariées alors qu'elles étaient enfants, contre 43% des femmes sans instruction. Une étude sur les normes de genre et la propriété foncière en Mauritanie note que les tensions entre le droit coutumier et le droit officiel (en particulier dans les zones rurales), combinées au statut et au faible niveau d'éducation des femmes, signifient que **les femmes sont confrontées à de nombreux obstacles pour accéder à la terre. Cela peut à son tour entraîner une baisse des attentes sociales et économiques à l'égard des futurs parcours de vie des filles**, un affaiblissement des aspirations des filles et une moindre motivation des ménages à investir dans l'éducation des filles (Bal et al., 2015).

Selon le tableau de bord de l'UNFPA sur les MGF, 69% des femmes et des filles âgées de 15 à 49 ans ont subi une forme de MGF en Mauritanie, et la prévalence des MGF semble diminuer à mesure que le niveau d'éducation augmente. Il existe plusieurs mécanismes par lesquels **l'éducation des filles peut être un facteur de protection contre les MGF et contribuer à la transformation des normes sociales**, par exemple l'autonomisation, un environnement scolaire protecteur et des programmes de compétences de vie (UNICEF et UNGEI, 2021). Une étude de cas comparative du Mali et de la Mauritanie, deux pays ayant des pratiques similaires des MGF, examine l'efficacité des politiques nationales pour transformer les normes sociales qui sous-tendent la pratique. En 2005, la loi mauritanienne a interdit les MGF, alors que le Mali n'a pas de loi anti-MGF. Les résultats suggèrent que les MGF en Mauritanie ont commencé à décliner plusieurs années avant la loi, indiquant un changement de norme sociale préexistant, avec seulement une légère accélération après l'entrée en vigueur de la loi en 2005. Une tendance similaire au Mali a toutefois été trouvée, indiquant que le cadre juridique national n'était pas le seul facteur de cette tendance à la baisse (Cetorelli et al., 2020).

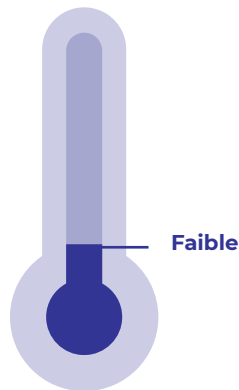
Le programme d'autonomisation communautaire de Tostan International en Afrique de l'Ouest utilise des programmes d'éducation informelle, parallèlement à d'autres activités de mobilisation communautaire, pour aider les communautés à atteindre des objectifs auto-identifiés. Dans plusieurs communautés d'Afrique de l'Ouest (dont le Mali et la Mauritanie), le programme d'autonomisation communautaire a été efficace pour changer les normes de genre qui ont soutenu le mariage des enfants et les MGF. En plus de soutenir la fin des MGF et du mariage des enfants, le programme a permis d'améliorer l'accès aux services de santé et d'éducation pour les femmes et les filles, d'accroître la sensibilisation et les changements d'attitudes à l'égard des droits de l'homme, de l'égalité des sexes et de l'éducation des filles, et a modifié les normes qui sous-tendent la violence sexiste. L'approche de Tostan vise à **éviter l'impérialisme culturel et à la place, à aider les communautés à atteindre des objectifs autodéterminés**. Il démontre également l'importance de travailler avec les hommes et les garçons, ainsi qu'avec les chefs traditionnels et religieux, pour réaliser et soutenir le changement des normes sociales et promouvoir des résultats positifs pour l'égalité des sexes et l'éducation des filles (Cislaghi, 2019 ; Butt, 2020).

MOZAMBIQUE

PHOTO INSTANTANÉE DU GENRE ET DE L'ÉDUCATION

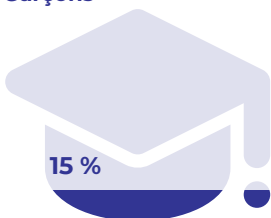
Niveau de discrimination fondée sur le genre de l'indicateur Social Institutions and Gender Index (SIGI)

(UNESCO, 2020)

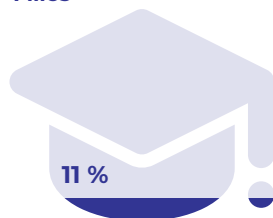


Taux d'achèvement du premier cycle du secondaire

Garçons



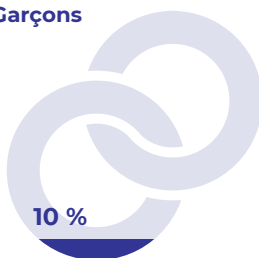
Filles



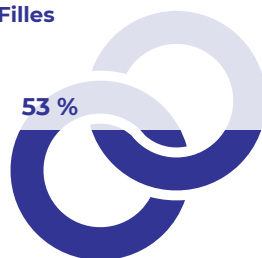
(UNICEF, 2021)

Taux de mariage des enfants

Garçons



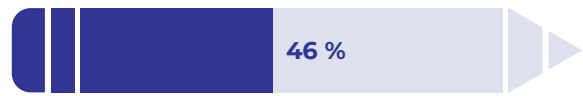
Filles



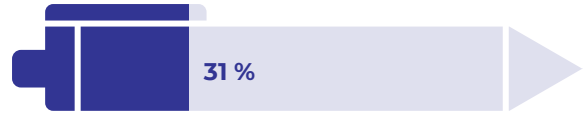
(AIS, 2015)

Enseignantes

Primaire



Secondaire



(UNESCO, 2020)

Handicap et inclusion



14 % des enfants non scolarisés ont un handicap

(GPE, 2018)

53 %

Taux de maternité précoce

(UNESCO, 2020)

VUE D'ENSEMBLE DE LA POLITIQUE NATIONALE ET DU CONTEXTE JURIDIQUE DE L'ÉGALITÉ DES SEXES ET DE L'ÉDUCATION

Le plan actuel du secteur de l'éducation du Mozambique est le **Plano Estratégico da Educação (PEE) 2020-2029**. Il aborde le genre tout au long et inclut le genre comme l'un des principaux piliers du plan.

Un plan d'intervention d'urgence pour le secteur de l'éducation a été publié en 2020, en réponse au Covid-19 et à la reprise post-cyclone: **Programa de Educação em Emergência (EeE) 2020-2021**.

En décembre 2018, le Mozambique a révoqué un décret national qui obligeait les filles enceintes à étudier dans des écoles de nuit. Il n'existe actuellement aucune politique protégeant le droit des filles à rester à l'école ou régissant la manière dont les écoles doivent soutenir les filles enceintes et les mères adolescentes.

Suite à des années d'efforts du gouvernement, de la société civile et des organisations de défense des droits, en décembre 2019, le Parlement mozambicain a approuvé sa **première loi criminalisant le mariage des enfants**. L'âge minimum du mariage est de 18 ans sans exception.

En 2021, le Mozambique a lancé un nouveau mécanisme multisectoriel pour la prévention, le signalement, l'orientation et la réponse à la violence contre les enfants dans les écoles.

CONCLUSIONS CLÉS : NORMES SOCIALES ET ÉDUCATION DES FILLES

Le Mozambique a été confronté à plusieurs crises ces dernières années, notamment à des catastrophes naturelles et à l'insécurité, aggravant les problèmes de pauvreté et de vulnérabilité à travers le pays (OCHA, 2021a). Les défis d'un **mauvais assainissement et des longues distances jusqu'à l'école ont été exacerbés dans les zones touchées par des catastrophes naturelles**, comme lorsque les cyclones Kenneth et Idai ont détruit des salles de classe et des écoles (UNICEF, 2019b). En raison du cyclone Idai, les écoles des provinces de Manica et de Gaza ont été fermées, même avant le Covid-19, entraînant la déscolarisation de certaines filles pendant plus d'un an. **La plupart des filles ont un accès très limité aux technologies** nécessaires pour participer aux programmes d'enseignement à distance mis en place par le gouvernement national, et n'ont donc pas pu participer à l'enseignement à distance (GEC, 2021).

Le mariage des enfants, les grossesses précoces et la violence sexiste en milieu scolaire sont des problèmes clés qui ont un impact sur l'accès, la participation et la réussite des filles à l'éducation. Selon les données d'une enquête nationale, environ 1 femme sur 4 au Mozambique a subi des violences au cours de sa vie. Les taux de violence à l'école sont encore plus élevés, 80% des écolières déclarant avoir subi une forme de violence (Parkes et Heslop, 2013). Pour les filles en particulier, l'exploitation et les abus sexuels sont des préoccupations majeures, y compris des cas d'enseignants masculins demandant aux filles des faveurs sexuelles en échange de notes de passage (Van Deijk, 2007). **Le risque élevé de VGMS au Mozambique peut encore exacerber le scepticisme des parents quant à la qualité de l'éducation des filles et les faibles avantages perçus de l'éducation des filles**, renforçant les disparités existantes entre les sexes (Roby et al., 2009).

Les conclusions du projet Stop à la violence contre les filles à l'école d'ActionAid au Mozambique, au Ghana et au Kenya, soulignent l'importance d'identifier les structures économiques, socioculturelles, politiques et éducatives qui sous-tendent la violence contre les filles à l'école. Explorer la VGMS de cette manière peut améliorer la compréhension de la manière dont les normes de genre et l'acceptabilité sociétale de la violence influencent la propension des filles à signaler la violence en milieu scolaire, ainsi que les interprétations de cette violence par leurs familles (Parkes et Heslop, 2013 ; Parkes et al., 2016).¹⁵ Ces études **soulignent la nécessité d'approches à plusieurs niveaux pour mieux comprendre les causes profondes de la VGMS et pour remettre en question et transformer les normes sociales néfastes qui la sous-tendent**. Le renforcement des capacités des apprenants, des enseignants, des parents et des décideurs politiques pour identifier, prévenir et répondre à la VGMS est crucial. En 2022, l'Initiative « Priorité à l'Égalité » (GCI) apporte un soutien au ministère mozambicain de l'éducation pour renforcer les efforts de lutte contre les VGMS. L'UNGEI travaille avec le ministère de l'Éducation, le bureau de pays de l'UNICEF et des experts en matière de genre pour réaliser une cartographie des mécanismes existants de prévention et de réponse à la VGMS. Sur la base des résultats de la cartographie, un cours contextualisé sur la prévention et la réponse à la VGMS sera élaboré et dispensé par l'UNGEI au personnel du ministère de l'Éducation, aux niveaux central et décentralisé (UNGEI, 2022).

Semblable aux conclusions d'autres études de cas de pays du GCI, **les médias et la communication sont considérés comme une plate-forme importante à travers laquelle les initiatives de transformation des normes sociales peuvent être mises en œuvre de manière culturellement appropriée et spécifique au contexte au Mozambique**, avec de larges possibilités de diffusion (Riley, 2017). Selon l'UNICEF, les croyances, les attitudes et les comportements de la plupart des jeunes Mozambicains sur les questions telles que la santé et les rôles du genre sont façonnés par les cultures et les traditions locales. Les institutions communautaires, les chefs religieux et les leaders

15 Les résultats et les nuances du programme Stop Violence Against Girls in School au Ghana et au Mozambique sont documentés dans la [Fiche technique : Engager les communautés dans le dialogue sur les normes de genre pour lutter contre la violence sexuelle dans et autour des écoles](#) (2016) préparée par le Groupe de travail mondial pour mettre fin à la VGMS.

d'opinion tels que les madrinhas (marraines) et les matronas (accoucheuses traditionnelles) qui participent aux rites d'initiation des filles sont des acteurs clés pour transmettre et pérenniser ces normes et comportements. **Les faibles niveaux d'alphabétisation, en particulier chez les femmes, signifient que l'accès à l'information est principalement oral, ce qui souligne l'importance de la communication au niveau communautaire**, en particulier les émissions de radio dans les langues locales, ainsi que la communication en face à face pour promouvoir des attitudes positives concernant l'égalité des sexes et l'éducation des filles.

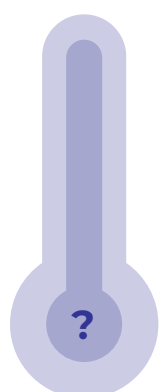
Dans la province de Zambesia, Oxfam Novib soutient des organisations locales, par le biais d'un financement et d'un soutien technique, afin de renforcer leur capacité institutionnelle à promouvoir l'égalité des sexes, en particulier dans l'éducation. L'Association mozambicaine des femmes et de l'éducation (AMME) a sélectionné et formé 30 militants (hommes et femmes) afin d'encourager des discussions dans les communautés, les écoles et les églises sur la santé reproductive, les infections sexuellement transmissibles et la violence sexiste. Grâce à une combinaison d'approches communautaires, l'AMME a pu **encourager des changements socio-économiques et culturels qui ont contribué à la poursuite des études des filles** (Taimo, 2015).

NIGER

PHOTO INSTANTANÉE DU GENRE ET DE L'ÉDUCATION

Niveau de discrimination fondée sur le genre de l'indicateur Social Institutions and Gender Index (SIGI)

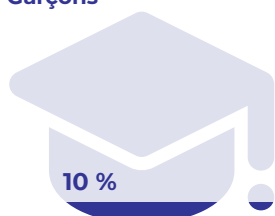
(UNESCO, 2020)



Aucune donnée

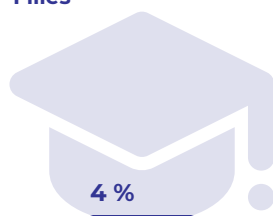
Taux d'achèvement du premier cycle du secondaire

Garçons



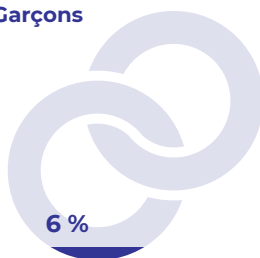
(UNICEF, 2021)

Filles



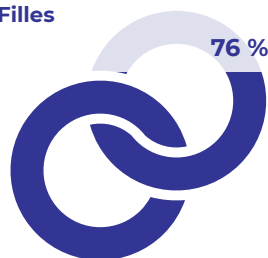
Taux de mariage des enfants

Garçons



(DHS, 2012)

Filles



Enseignantes

Primaire



Secondaire



(UNESCO, 2020)

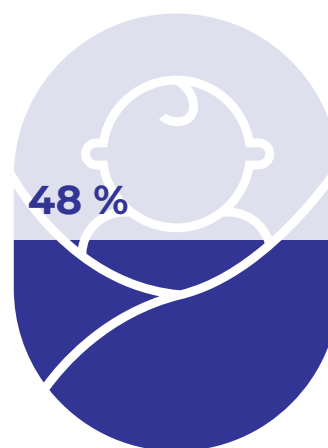
Gestion de l'hygiène menstruelle



40 % des filles interrogées dans quatre régions ont déclaré avoir manqué l'école au moins un jour par mois en raison de leurs règles et d'un manque d'installations sanitaires sensibles au genre dans les écoles

(ONU Femmes et WSSCC, 2017)

Taux de maternité précoce



(UNESCO, 2020)

VUE D'ENSEMBLE DE LA POLITIQUE NATIONALE ET DU CONTEXTE JURIDIQUE DE L'ÉGALITÉ DES SEXES ET DE L'ÉDUCATION

Le plan sectoriel de l'éducation actuel du Niger est le **Plan de transition du secteur de l'éducation et de la formation (PTSEF) 2020-2022**. Le Niger n'a pas de politique d'éducation inclusive.

En 2017, le Niger a adopté un décret sur la protection et le soutien des écolières, le **Décret présidentiel pour la protection, le soutien et l'accompagnement de la jeune fille**.

Le Niger dispose d'une **Stratégie nationale de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre (2017-2021)** et d'une **Stratégie nationale de prévention de la grossesse des adolescentes (2015-2020)**.

Le Niger ne dispose pas de politique ni de loi de réintégration claire pour protéger le droit à l'éducation des filles enceintes.

En vertu du Code civil de 1993, l'âge minimum légal du mariage est de 15 ans pour les filles et de 18 ans pour les garçons. Des exceptions existent pour les mineurs qui se marient plus tôt avec le consentement parental. Toutefois, la majorité des unions au Niger sont régies par le droit coutumier et ne sont donc pas enregistrées.

CONCLUSIONS CLÉS : NORMES SOCIALES ET ÉDUCATION DES FILLES

Des décennies d'instabilité politique, de conflits armés, d'insécurité alimentaire et de crises liées au climat ont contribué à des défis humanitaires complexes et à d'importants déplacements de population au Niger et vers le Niger. La sécheresse et les inondations ont provoqué de graves dommages aux infrastructures scolaires, augmentant les distances déjà longues que de nombreux enfants doivent parcourir pour se rendre à l'école (ONU Femmes et WSSC, 2017 ; UNICEF, 2020c). Le mariage des enfants, les grossesses précoces et les normes sociales qui régissent les rôles des filles et des femmes contribuent à de fortes inégalités entre les sexes au Niger, y compris dans l'éducation. **La valeur des filles est souvent alignée sur les soins, les perspectives de mariage potentiel et leurs contributions à l'économie du ménage** (Perlman et al., 2018 ; Samandari et al., 2019). Bien que des lois, des politiques et des stratégies majeures pour lutter contre la violence sexiste et pour promouvoir l'égalité des sexes aient été promulguées ces dernières années, des lois coutumières concurrentes créent des ambiguïtés pour les titulaires de droits et les détenteurs d'obligations, ce qui entraîne une mise en application inégale (UNICEF, n.d.).

Le Niger a le taux de mariage d'enfants le plus élevé au monde. La pauvreté, le maintien des traditions et des normes sociales et religieuses et la peur du déshonneur d'une grossesse hors mariage sont des facteurs moteurs importants (Perlman et al., 2018). Le lien entre les faibles niveaux d'éducation et le mariage des enfants est particulièrement évident au Niger. Selon Girls Not Brides, 8% des femmes âgées de 20 à 24 ans sans éducation et 63% avec seulement un niveau d'étude primaire étaient mariées ou en union à 18 ans, par rapport à seulement 17% des femmes ayant fait des études secondaires ou supérieures. Le libre arbitre des adolescentes dans les décisions de la vie, y compris le mariage et l'éducation, est fortement limité par des facteurs sociaux et économiques externes. **Le contexte nigérien met l'accent sur le consentement parental et l'approbation de la communauté, les normes de genre qui dictent la répartition des rôles du travail et du ménage et les normes sociales dominantes qui favorisent une « fenêtre d'opportunité » précoce et étroite pour le mariage** (Saul et al., 2021). Le mariage peut être perçu comme une voie vers la liberté pour les filles, quoique de manière contradictoire. Le mariage offre la liberté à une fille, car elle est libérée de l'autorité de ses parents et peut gérer sa propre maison. Dans le même temps, la liberté des filles, y compris de poursuivre des opportunités sociales, économiques et éducatives, peut être restreinte selon la volonté de son mari (Versluys, 2019). **Si les normes sociales sont un moteur important du mariage des enfants, elles sont également renforcées par sa pratique.** Les filles qui se marient tôt sont davantage susceptibles d'adhérer à des normes de genre inégales (Shakya et al., 2020).

La stigmatisation, les normes restrictives, les ramifications juridiques de l'utilisation des contraceptifs et des grossesses hors mariage sont à l'origine de la persistance du mariage des enfants, des grossesses précoces et de l'abandon scolaire chez les adolescentes. Le mariage et la maternité sont mis en avant comme des rites de passage importants pour atteindre un statut dans la société nigérienne, et **peu de modèles féminins, tels que les enseignantes au niveau secondaire, sont disponibles pour montrer des voies alternatives** (Perlman et al., 2018). Les couples nouvellement mariés ressentent souvent la pression de leurs communautés pour que la femme tombe enceinte rapidement et de nombreuses personnes pensent que le moment des grossesses dépend de la « volonté de Dieu » (Samandari et al., 2019). De ce fait, **une approche holistique est nécessaire pour retarder le mariage et la maternité précoces et promouvoir l'éducation des filles.** Les efforts de renforcement des connaissances et de sensibilisation ne suffiront pas à eux seuls à transformer les normes qui sous-tendent ces pratiques. Au contraire, **les interventions doivent travailler à la fois pour transformer les normes communautaires et aborder les facteurs structurels qui influencent ces décisions** (Saul et al. 2021; Shakya et al., 2020). Les interventions doivent également cibler les membres de la famille immédiate des filles (par exemple, les maris, les parents, les beaux-parents), les dirigeants locaux et religieux influents et la communauté dans son ensemble pour soutenir la transformation des normes sociales et explorer des voies alternatives et acceptables pour les filles qui favorisent l'éducation et l'autonomisation économique. (Samandari et al., 2019).

Les normes sociales définissent le sens de l'éducation des filles au Niger, souvent accentuée par l'éducation traditionnelle et religieuse non formelle. Le mariage peut être vu comme l'aboutissement de la « bonne éducation » qu'une famille a offerte à sa fille et, une fois qu'une fille est mariée, c'est son mari qui devient son « éducateur » principal (Versluys, 2019). La scolarisation formelle des filles est valorisée par principe, mais dans la pratique, il existe une incompatibilité perçue avec l'éducation formelle, la tarbiyya (éducation à la maison) et la mahamadiya (éducation islamique). **Reconnaître ces tensions et le contexte postcolonial dans lequel elles sont enracinées est essentiel pour adapter ou développer des stratégies qui favorisent l'éducation des filles sans compromettre les valeurs importantes** (Hartman-Mahmud, 2011). Les maris des filles sont des acteurs clés qui doivent s'impliquer dans ces efforts. Parmi les sujets de préoccupation cités par les maris concernant l'éducation formelle, citons le temps que les filles passent à l'école par rapport à la maison, la distance entre l'école et le village et le besoin de plus d'enseignantes (Versluys, 2019). Un cas peut être créé pour **une plus grande reconnaissance de la demande croissante d'éducation non formelle** au niveau de l'État. Des ressources financières accrues, la collecte de données, le suivi et les mesures d'assurance de qualité sont importants pour que l'éducation non formelle soit organisée, financée et réglementée de la même manière que l'éducation formelle.

Le programme Le mariage n'est pas un jeu d'enfant de Save the Children promeut l'éducation et l'autonomisation des filles mariées avant l'âge de 18 ans dans les régions de Maradi et Tillabéri au Niger. Les filles suivent des cours d'alphabétisation, des séances de sensibilisation sur le mariage des enfants, les droits de l'enfant et la SDR, et une formation sur des activités génératrices de revenus. Le programme met l'accent sur l'alphabétisation et la formation professionnelle plutôt que sur la réintégration dans le système éducatif formel. Les filles qui ont participé au programme ont indiqué **les impacts positifs des cours d'alphabétisation en leur permettant de lire et d'écrire et d'appliquer ses compétences à leurs activités économiques.** Elles ont également déclaré être plus à même d'aider leurs enfants à faire leurs devoirs et de les encourager à bien réussir à l'école (Versluys, 2019).

Au Niger et dans tous les pays du GCI, il existe de grandes différences dans la manière dont les objectifs internationaux et le discours sur les droits, le genre et l'éducation sont interprétés par les parties prenantes nationales. En tant que tels, **les droits universels des filles et les modèles d'éducation peuvent, par inadvertance, écarter et marginaliser les valeurs traditionnelles comme étant sans importance.** Le contexte postcolonial du Niger doit donc être pris en compte dans les interventions visant à transformer les normes sociales néfastes dans et par l'éducation. Il est nécessaire de comprendre comment l'éducation, à la fois formelle et non formelle, peut être adaptée d'une manière culturellement appropriée de manière à ce qu'elle soit plus attrayante pour les familles, en intégrant des aspects importants du contexte religieux, culturel et matériel dans lequel les écoles sont intégrés. En outre, pour être efficace, **toute action de sensibilisation ou de mobilisation sociale visant à aborder les normes sociales doit tenir compte de la compréhension des parties prenantes quant aux droits ou aux inégalités ciblées** (Greany, 2008 ; Hartman-Mahmud, 2011 ; Amili et Di Paulo, 2019).

NIGERIA

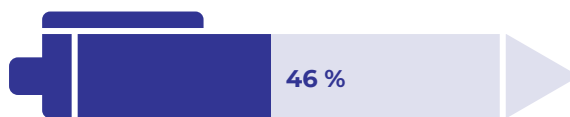
PHOTO INSTANTANÉE DU
GENRE ET DE L'ÉDUCATION

Enseignantes

Primaire



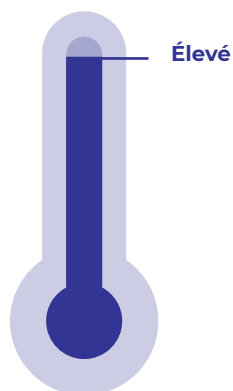
Secondaire



(Banque mondiale, 2018)

Niveau de
discrimination
fondée sur le genre
de l'indicateur Social
Institutions and
Gender Index (SIGI)

(UNESCO, 2020)



Handicap et inclusion

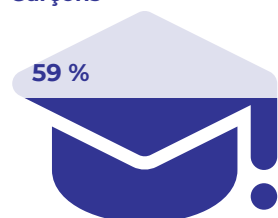


On estime que **50 %** des enfants non
scolarisés ont un handicap

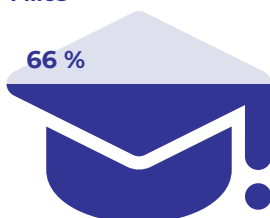
(Mizunoya et al., 2016)

Taux d'achèvement du premier cycle du secondaire

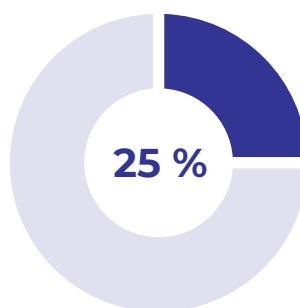
Garçons



Filles



(UNICEF, 2021)

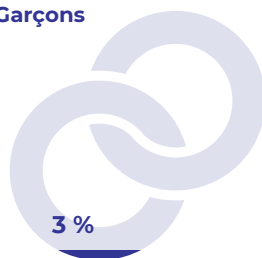


Femmes et
filles âgées
de 15 à 49 ans
ayant subi une
forme de MGF

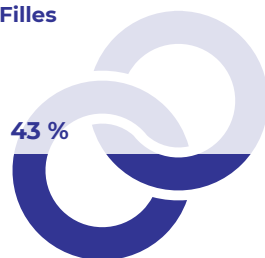
(DHS, 2013)

Taux de mariage des enfants

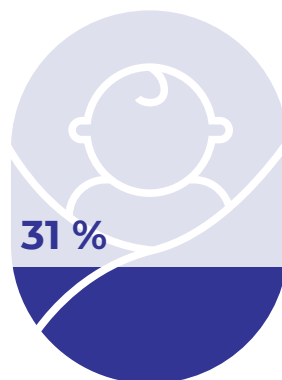
Garçons



Filles



(DHS, 2018)



Taux de
maternité
précoce

(UNESCO, 2020)

VUE D'ENSEMBLE DE LA POLITIQUE NATIONALE ET DU CONTEXTE JURIDIQUE DE L'ÉGALITÉ DES SEXES ET DE L'ÉDUCATION

Le Nigeria dispose d'un **Plan stratégique ministériel (2018-2022)** au niveau fédéral pour le secteur de l'éducation. La planification sectorielle est toutefois largement pilotée au niveau de l'État. La **Politique nationale de 2006 sur le genre dans l'éducation de base** est en cours de révision.

Deux plans de réponse ont été élaborés en 2020 dans le secteur de l'éducation du Nigeria : (i) le **plan d'urgence COVID-19 du secteur de l'éducation** ; et (ii) la **Stratégie de réponse COVID-19 du secteur de l'éducation du Nigeria dans le Nord-Est**.

Le Nigeria dispose d'une loi qui protège le droit des filles enceintes à rester à l'école ou à reprendre leurs études. Toutefois, aucune politique ne stipule le processus de réintégration à suivre par les écoles (HRW, 2018).

Le gouvernement fédéral a élaboré une stratégie nationale multisectorielle **pour mettre fin au mariage des enfants au Nigeria (2016-2021)**.

Bien que la **loi fédérale sur les droits de l'enfant de 2003** interdise le mariage avant l'âge de 18 ans, la constitution nigériane contient des dispositions qui semblent contredire cette position. Certains États n'ont pas adopté ni appliqué la loi fédérale qui a fixé à 18 ans l'âge de la majorité pour le mariage.

CONCLUSIONS CLÉS : NORMES SOCIALES ET ÉDUCATION DES FILLES

Le Nigeria est un pays vaste, diversifié et décentralisé, et la situation de l'éducation des filles et de l'égalité des sexes dans l'éducation varie selon les États et selon les zones rurales et urbaines. Selon le Malala Fund, on estime que plus de 10 millions d'enfants ne sont pas scolarisés au Nigeria. Les filles représentent 60% des enfants non scolarisés, confrontées à des obstacles tels que le mariage des enfants, la pauvreté et les normes de genre discriminatoires. 30% des filles âgées de 9 à 12 ans ne sont jamais allées à l'école. **Différents contextes juridiques, traditionnels et démographiques influencent la prévalence du mariage des enfants et des grossesses précoces, par exemple, ainsi que les normes sociales qui sous-tendent cette pratique et limitent l'éducation des filles.**

Par exemple, l'État d'Imo, un État majoritairement chrétien Igbo dans le sud-est du Nigeria, a adopté la loi des Droits de l'enfant en 2004. Le mariage des enfants est cependant un problème persistant, les filles déclarant que leur famille était le principal moteur des décisions concernant le mariage. Une grossesse précoce non désirée est souvent considérée comme un déshonneur pour la famille. Cela peut être enraciné dans le droit coutumier Igbo, qui considère un enfant né hors mariage comme illégitime, ou « arbre tombé ». Le mariage des enfants peut donc être une conséquence d'une grossesse précoce, pour éviter la honte de la famille basée sur la perception de la communauté qu'elle a enfreint les normes sociales, et pour assurer l'avenir financier des filles et de leurs enfants. Dans l'État de Kano, régi par la charia, des discussions sont en cours pour mettre en œuvre la loi sur les droits de l'enfant. Les taux de mariage d'enfants sont parmi les plus élevés du pays. Les filles et les jeunes femmes signalent que **les normes sociales discriminatoires et les attitudes sociales sexistes alimentent les décisions concernant le mariage des enfants**, et que la pauvreté augmente la probabilité que les familles se tournent vers ces pratiques néfastes. Le mariage des enfants est renforcé par des rôles de genre inégaux et un accès limité des filles au pouvoir de décision, à l'autonomie corporelle et aux droits. De nombreuses filles et jeunes femmes mariées déclarent avoir peu de pouvoir de décision au sein de leur foyer, leurs maris ou leurs belles-mères prenant souvent les décisions concernant les activités génératrices de revenus, les soins de santé, l'éducation et l'accouchement des filles (STC, 2021 ; HRW, 2022).

Dans la société nigériane, la valeur des filles est souvent déterminée par leur rôle de garde d'enfants, les perspectives potentiels de mariage et inversement les filles peuvent être considérées comme des fardeaux économiques pour la famille jusqu'à leur mariage, malgré leur responsabilité disproportionnée dans le travail domestique (Kainuwa et Yusuf, 2013). L'accent mis sur le mariage peut décourager les familles d'investir dans l'éducation des filles, car les filles finiront par faire partie du ménage de quelqu'un d'autre. **Les modèles féminins instruits peuvent être absents et, dans certaines communautés, les niveaux d'éducation plus élevés sont activement évités.** Même dans les familles de la classe moyenne, les hommes perçoivent souvent les femmes instruites comme une menace, et les femmes peuvent manquer de soutien social lorsqu'elles poursuivent des objectifs éducatifs (Ogakwu, 2007). Selon l'Indice des normes sociales de genre 2, 46,8% des personnes interrogées ont indiqué que l'université est plus importante pour un homme que pour une femme (PNUD, 2020). Ces préjugés se traduisent par des disparités entre les sexes dans le secteur de l'éducation et dans la société, y compris **un important écart de rémunération entre les sexes qui peut décourager davantage les familles d'investir dans l'éducation des filles.**

À Makoko, un bidonville urbain situé sur la lagune de Lagos, les garçons génèrent des revenus pour leurs familles en conduisant des bateaux. En raison de normes de genre rigides dictant des voies acceptables pour l'éducation et les activités génératrices de revenus, les filles sont souvent limitées à aider leurs familles dans un petit commerce. Les filles tombent souvent enceintes ou sont mariées tôt, perpétuant le cycle de la pauvreté et de l'impuissance à Makoko. En 2016, **l'Initiative Kindle pour l'autonomisation de l'Afrique a recruté des chefs traditionnels et religieux et des volontaires communautaires, et les a formés aux techniques de changement de comportement pour faciliter les dialogues communautaires et familiaux autour de l'éducation des filles et la formation professionnelle. Cela a ouvert des opportunités aux filles**, les exposant à un large éventail de

compétences, de la conception textile à la fabrication de chaussures et à la coiffure, tout en travaillant à transformer les normes sociales qui limitent les attentes et l'investissement dans l'éducation des filles et leurs futurs parcours de vie (UNICEF et al., 2021).

Les États du nord-est de Borno, Adamawa et Yobe connaissent un conflit prolongé depuis plus d'une décennie. Depuis l'enlèvement en 2014 de 279 écolières par le groupe extrémiste Boko Haram à Chibok, les enlèvements massifs d'écoliers, en particulier de filles, se sont poursuivis et des centaines d'enfants ont été tués, violés, mariés ou contraints de rejoindre Boko Haram. Dans le nord du Nigeria, **les liens entre l'extrémisme et l'éducation sont devenus particulièrement prononcés**, l'insécurité et les attaques directes contre les écoles entraînant leur fermeture à long terme et leur destruction. Pour certaines familles, retirer les filles de l'école ou les marier peut sembler être une mesure de sécurité protectrice face aux attaques ciblées contre les écoles de filles, aux enlèvements et à la violence. La capacité des parents à payer les dépenses scolaires a été encore plus affectée, limitant les investissements dans l'éducation des filles. De plus, les enseignants et les apprenants sont confrontés à des traumatismes et à des problèmes de santé mentale complexes en raison de la violence (Cartner, 2018 ; Afzal, 2020 ; Amnesty International, 2021 ; Chukwu, 2021).

Dans le nord du Nigeria et dans de nombreux pays africains aujourd'hui de nombreuses communautés considèrent le système d'éducation postcolonial imposé par le gouvernement fédéral comme idéologiquement opposé à leurs croyances et insuffisamment représentatif de celles-ci. L'éducation 'occidentale' est également considérée comme responsable des mauvais résultats scolaires et d'un manque d'opportunités d'emploi en raison du fait qu'elle ait été imposée aux populations pendant la colonisation (Izama, 2014 ; Afzal, 2020 ; Afolayan, 2021). Malgré le rôle important des programmes d'éducation non formelle pour fournir une éducation aux apprenants dans de nombreux pays du GCI, et la forte demande sociale pour l'éducation non formelle, les voies d'apprentissage alternatives ne sont souvent pas reconnues. Dans les États du nord-est et du nord-ouest, 29% et 35% des enfants musulmans, respectivement, reçoivent une éducation coranique. Le gouvernement considère que les enfants qui fréquentent ces écoles sont officiellement non scolarisés (UNICEF, s.d.).

Les programmes d'éducation non formelle peuvent être particulièrement importants pour les adolescentes marginalisées qui sont plus susceptibles d'abandonner ou de ne pas s'engager dans le système d'éducation formelle en raison d'un mariage précoce, d'une grossesse précoce, de difficultés financières et/ou des normes sociales. Par conséquent, les programmes d'éducation non formelle, y compris ceux qui se concentrent spécifiquement sur les apprentissages de la vie, sont essentiels pour garantir que les femmes et les filles ne soient pas davantage laissées pour compte dans l'éducation (Kwauk et al., 2018).s. Par exemple, dans les communautés islamiques conservatrices du nord du Nigeria, les programmes d'éducation non formelle qui respectent les traditions socioculturelles peuvent accroître le soutien à l'éducation des filles, en plus de les doter de compétences pour apprendre à lire et à écrire et en calcul, compétences qui peuvent favoriser les opportunités de travail en dehors de la maison. Alors qu'il reste nécessaire de transformer les normes néfastes qui restreignent les opportunités et les libertés des filles et des femmes, l'éducation non formelle peut offrir des résultats positifs pour les femmes et les filles dans des contextes religieux conservateurs et patriarcaux (Afolayan, 2021).

L'étude Time to Teach de l'UNICEF Innocenti indique que l'augmentation du nombre d'enseignantes au Nigeria pourrait être une stratégie prometteuse pour favoriser un engagement parental plus positif envers l'éducation, y compris pour les filles. Les résultats indiquent que les enseignantes pourraient recevoir plus de soutien des parents que les éducateurs masculins, ce qui suggère que le sexe des enseignants est important en matière d'engagement parental. Ces résultats sont cohérents avec les preuves précédentes suggérant que **les enseignantes dans les écoles nigérianes sont perçues positivement par les parents et les élèves, en particulier dans les zones rurales. Elles sont considérées comme des mobilisatrices communautaires efficaces qui dialoguent souvent avec les parents et les élèves**, et sont généralement plus encourageantes et compréhensives et ont moins recours aux châtiments corporels (FHI 360 et UNICEF Nigeria, 2017 ; Akseer et Jativa, 2021).

Mis en œuvre de 2013 à 2017, Voices for Change (V4C) ciblait les jeunes hommes et les jeunes femmes (âgé(e)s de 16 à 25 ans) dans les États d'Enugu, Kaduna, Kano et Lagos afin de renforcer l'environnement propice à l'autonomisation des jeunes femmes. Grâce à des stratégies de communication de masse et de médias, V4C **a encouragé le changement des normes concernant la violence à l'égard des filles et des femmes, le leadership des femmes et le rôle des femmes dans la prise de décision au sein du ménage**. De plus, les participants ont été soutenus par le biais de formations et d'ateliers permettant de promouvoir une pensée alternative et de créer des stratégies pour défier les normes sociales en utilisant des concepts, des approches et un langage culturellement et contextuellement appropriés. Les messages de plaidoyer élaborés par les principales composantes de la société ont été largement diffusés en engageant des influenceurs, des chefs religieux et traditionnels, des stations de radio, des hommes et des garçons (Voices for Change, 2017 ; Welsh et al., 2017).

Compte tenu de l'accent mis par la Stratégie pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (GEWES) 2018-2028 de l'Union africaine sur les stratégies de mobilisation des communautés et des médias de masse pour la transformation des normes sociales, bon nombre des enseignements tirés du V4C pourraient éclairer les initiatives futures au Nigeria et dans d'autres pays de la GCI. V4C recommande d'utiliser une stratégie marketing intégrée (par exemple, combiner les médias traditionnels avec les médias sociaux) et de combiner les activités médiatiques à l'action locale (Desai, 2017). V4C a également souligné l'importance de la formation et de la sensibilisation sur le genre et les masculinités (c'est-à-dire sans se limiter à l'importance de l'éducation des filles) qui utilisent **l'apprentissage par l'expérience, des méthodologies participatives et orientées vers l'action pour permettre aux hommes et aux garçons de remettre en question et de défier les attitudes et les comportements patriarcaux**. D'autres réflexions soulignent l'importance d'un langage contextuellement approprié. Par exemple, V4C a constaté que les chefs religieux et traditionnels préféraient le terme « justice de genre » à « égalité des sexes », car il résonnait mieux avec les valeurs spirituelles de justice et de paix que leurs enseignements religieux encouragent (Welsh et al., 2017).

SIERRA LEONE

PHOTO INSTANTANÉE DU GENRE ET DE L'ÉDUCATION

Enseignantes

Primaire



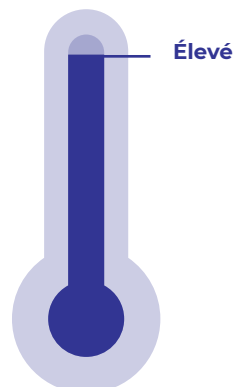
Secondaire



(UNESCO, 2020)

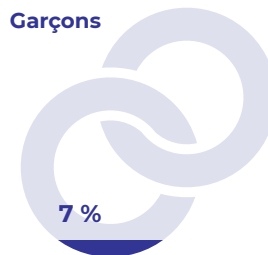
Niveau de discrimination fondée sur le genre de l'indicateur Social Institutions and Gender Index (SIGI)

(UNESCO, 2020)



Taux de mariage des enfants

Garçons



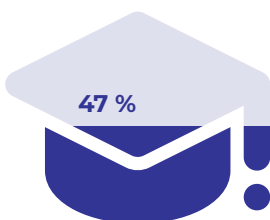
Filles



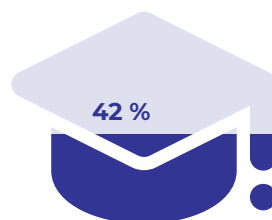
(MICS, 2017)

Taux d'achèvement du premier cycle du secondaire

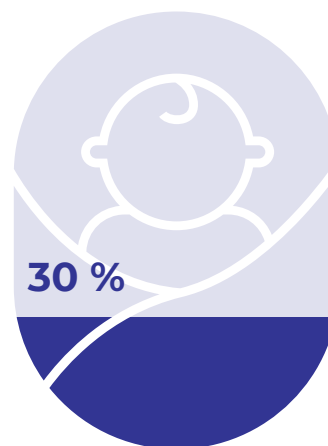
Garçons



Filles



(UNICEF, 2021)



Taux de maternité précoce

(UNESCO, 2020)

VUE D'ENSEMBLE DE LA POLITIQUE NATIONALE ET DU CONTEXTE JURIDIQUE DU CONTEXTE DE GENRE ET DE L'ÉDUCATION

Le **Plan du secteur de l'éducation (2018-2020)** de la Sierra Leone contient des dispositions visant à soutenir les filles dans l'éducation, en mettant l'accent sur l'amélioration des taux de transition des filles vers l'enseignement secondaire et la lutte contre la violence et l'exploitation sexuelles dans les écoles. Le GCI aide la Sierra Leone à publier son nouveau plan du secteur de l'éducation en mars 2022.

Avec le soutien du GCI, en 2020, le gouvernement de la Sierra Leone a publié son **Analyse du secteur de l'éducation** qui, pour la première fois, comprenait un chapitre consacré spécifiquement à l'analyse de genre.

Le **Plan d'intervention d'urgence en matière d'éducation contre le COVID-19** de la Sierra Leone comprend des actions spécifiques pour atténuer les risques de violence sexiste et de grossesse précoce, s'attaquer aux normes de genre qui entravent les possibilités d'apprentissage pour les filles en particulier, et soutenir le retour des filles à l'école.

En 2019, un groupe de travail gouvernemental sur la violence sexiste en milieu scolaire a été lancé pour lutter contre les taux élevés de VGMS subis par les apprenants, et les filles en particulier.

La **Stratégie nationale de la Sierra Leone pour la réduction des grossesses chez les adolescentes et du mariage des enfants (2018-2022)** guide la hiérarchisation des interventions fondées sur des données probantes pour réduire les grossesses chez les adolescentes et le mariage des enfants. La stratégie rassemble les ministères de la santé, de l'éducation, du genre, de la protection sociale et de l'enfance et de la jeunesse, les partenaires du développement et les acteurs communautaires, les groupes de jeunes et les institutions d'éducation non formelle, pour la mettre en œuvre. Les actions comprennent un accès accru à une éducation sexuelle complète, l'amélioration des installations sanitaires pour l'hygiène menstruelle et des campagnes de changement de comportement social pour lutter contre les normes perpétuant les grossesses précoces et le mariage des enfants.

La **Loi sur les droits de l'enfant de 2007** fixe l'âge minimum légal du mariage à 18 ans en Sierra Leone. La **Loi coutumière de 2009 sur le mariage et le divorce** permet toutefois aux enfants mineurs de se marier avec le consentement parental et ne stipule pas d'âge minimum pour le mariage. La stratégie nationale pour la réduction des grossesses chez les adolescentes et des mariages d'enfants vise à harmoniser ces instruments juridiques afin de mieux lutter contre le mariage des enfants et les grossesses précoces.

La Sierra Leone a adopté une **Politique nationale sur l'inclusion radicale dans les écoles** en mars 2021. La politique réaffirme le droit à l'éducation des filles enceintes et des mères adolescentes, sans conditions ni restrictions. La politique stipule que ces filles doivent être soutenues pour rattraper les leçons perdues et peuvent retarder les examens scolaires jusqu'à ce qu'elles soient prêtes.

En mars 2020, la Sierra Leone a **révoqué son interdiction de fréquentation des écoles publiques pour les filles enceintes et les mères adolescentes datant de dix ans** à la suite d'une décision de la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

CONCLUSIONS CLÉS : NORMES SOCIALES ET ÉDUCATION DES FILLES

La Sierra Leone a fait des progrès significatifs dans le domaine de l'éducation, en particulier pour les filles. De 2000 à 2018, les taux d'achèvement des filles en primaire ont augmenté de plus de 40% (UNESCO, 2020). **Alors que les filles s'inscrivent et terminent l'école primaire à des taux équivalents ou supérieurs à ceux des garçons, les transitions vers l'école secondaire du premier et du deuxième cycle inversent ces tendances**, avec une plus grande proportion de garçons diplômés (République de Sierra Leone, 2021). Dans les zones rurales pauvres, les filles réussissent moins en matière d'éducation (presque de moitié) par rapport à leurs homologues masculins (IIPÉ-UNESCO, 2020). La pauvreté, les grossesses précoces, le mariage des enfants, le travail des enfants, la VGMS et les normes de genre inégales sont quelques-uns des principaux facteurs à l'origine des disparités entre les sexes dans l'éducation.

La guerre civile de 1991-2002, suivie de l'épidémie d'Ebola de 2014-2016, a entraîné un nombre élevé de morts, de blessés, de déplacements et de violences sexuelles contre les femmes et les hommes (Denney et al., 2015). Neuf mois de fermeture des écoles pour stopper la propagation d'Ebola ont mis en évidence les inégalités existantes entre les sexes. Les filles ont connu une augmentation des abandons scolaires, des mariages d'enfants et des grossesses précoces, de la violence sexiste et de l'exploitation sexuelle pour pouvoir survivre. Les filles portaient également un plus lourd fardeau de responsabilités domestiques, en particulier dans les cas de décès de la mère (Rothe, 2015 ; Universalia, 2018 ; Bandiera et al., 2020). Même avant la crise d'Ebola, la grossesse chez les filles des écoles primaires et secondaires était considérée comme un facteur important d'abandon scolaire des filles (Coinco et UNICEF, 2008).

De telles **crises entraînent des conséquences sociales et économiques à long terme et générationnelles, y compris pour l'éducation des filles** : au cours de la prochaine décennie, jusqu'à 13 millions de filles supplémentaires pourraient être contraintes à un mariage précoce par des parents en difficulté économique (République de la Sierra Leone, 2021). La grossesse précoce est sous-tendue par les normes et pratiques coutumières d'initiation (Wessells et al., 2014). Le droit coutumier varie en Sierra Leone et, dans certains cas, considère les filles comme prêtes pour le mariage à la fin de l'initiation, ce qui augmente les risques de grossesse précoce et d'abandon scolaire qui en résulte (Denney et al., 2015). En Sierra Leone, les programmes de lutte contre les grossesses précoces se sont souvent concentrés sur le changement de comportement des filles grâce à un meilleur accès aux services de SDSR et à l'éducation sur la grossesse, plaçant ainsi la responsabilité sur les filles elles-mêmes. De telles approches **ignorent les normes socioculturelles et les dimensions économiques et de justice qui perpétuent ce problème** (Denney et Gordon, 2016).

Les taux élevés de violence sexuelle contre les femmes et les filles en Sierra Leone sont aggravés par un climat d'impunité dans lequel les survivantes sont souvent blâmées et les réponses de la justice sont faibles ou inaccessibles (Denney et al., 2016). Poussées par des normes de genre inégales et des dynamiques de pouvoir, ces tendances à l'échelle de la société se reproduisent dans les milieux scolaires. Dans les cas d'exploitation sexuelle par des enseignants en échange de bonnes notes et d'autres formes de VGMS, la faute retombe souvent sur les victimes, les auteurs étant eux-mêmes décrits comme des victimes qui ne pouvaient pas se contrôler (Reilly, 2014). Le **système scolaire lui-même peut également accroître la vulnérabilité des filles à la VGMS**, avec une absence d'éducation sexuelle globale de qualité, un manque de transport sûr vers et au départ de l'école et des filles plus âgées renvoyées à l'école (Castillejo et al., 2021).

Les enseignants et le personnel scolaire reproduisent souvent les normes de genre en vigueur dans les salles de classe. Il est donc **important que les enseignants puissent suivre des formations, disposer d'espaces sûrs et du soutien nécessaires pour réfléchir de manière critique à leurs attitudes et aux valeurs liées à l'égalité des genres** ainsi que pour développer de l'empathie envers les élèves. Les syndicats de l'éducation agissent pour éradiquer la violence liée au genre en milieu scolaire, mise en œuvre dans sept pays d'Afrique subsahariens de 2016 à 2019, était une initiative ancrée dans

l'apprentissage par l'action en matière de genre (GAL)¹⁶ qui aide les enseignants à comprendre la nature de l'inégalité entre les sexes dans leurs contextes et à mettre en place des initiatives dirigées par les syndicats pour lutter contre la VGMS. Le processus GAL a été introduit dans les syndicats d'enseignants d'Afrique de l'Ouest en 2018, où des efforts de lutte contre la VGMS étaient en cours depuis plusieurs années. Le syndicat des enseignants de la Sierra Leone lutte contre la VGMS par le biais des médias et de campagnes, en s'appuyant sur la télévision nationale, la radio, les journaux et le bulletin du syndicat pour sensibiliser le public à la nécessité de mettre fin à la VGMS et pour donner aux enseignants les moyens de devenir des agents actifs pour mettre fin à la violence dans les écoles (UNGEI et al., 2018).

Le travail des enfants, sous-tendu par la pauvreté et les normes de genre, continue d'avoir un impact négatif sur l'éducation en Sierra Leone. 39% des garçons et 38% des filles âgées de 5 à 17 ans dans le pays sont impliqués dans le travail des enfants, les garçons étant plus susceptibles d'être engagés dans des activités économiques et les filles plus susceptibles d'être engagés pour un travail domestique ou informel, ce qui peut augmenter leur risque de harcèlement et d'exploitation sexuels (MICS, 2017). 67% des garçons et 53% des filles qui abandonnent l'école le font pour des raisons économiques (IPE-UNESCO, 2020). Pour les filles, **on s'attend généralement à ce qu'une fois qu'elles atteignent l'adolescence, elles commencent à subvenir à leurs propres besoins matériels et à fournir un soutien financier à leur famille.** La norme sociale selon laquelle les adolescentes contribuent aux finances de la famille peut entraîner l'envoi de filles vendre des marchandises par le biais du colportage, ce qui les expose au harcèlement sexuel, à la violence et à l'exploitation. De telles attentes peuvent également forcer les filles à s'engager dans des relations sexuelles transactionnelles pour accéder à des biens pour elles-mêmes (par exemple, des produits d'hygiène menstruelle) ou pour leur foyer. Dans le même temps, **les membres de la communauté tout comme les filles elles-mêmes peuvent surestimer le libre arbitre des filles** à choisir d'avoir des relations sexuelles ou à utiliser des contraceptifs. Par exemple, la notion selon laquelle « les filles devraient se concentrer sur leurs études et ignorer les avances des hommes pour éviter une grossesse » ne reconnaît pas les réalités sociales et économiques qui influencent fortement la prise de décision et le libre arbitre des filles (Castillejo et al., 2021).

Ces dernières années, les mécanismes d'activisme et de responsabilisation ont aidé à mobiliser la volonté et les engagements politiques pour protéger le droit des filles enceintes à l'éducation en Sierra Leone. En 2015, la politique officielle a interdit aux filles enceintes d'aller à l'école. En 2019, après plusieurs années d'activisme, l'interdiction a été jugée discriminatoire par la CEDEAO et le gouvernement a été jugé en violation des articles 2 et 12 du Protocole de Maputo, qui appelle les États parties à éliminer la discrimination à l'égard des femmes et des filles et à garantir l'égalité des chances et l'accès à l'éducation. En mars 2020, l'interdiction a été levée et le gouvernement a annoncé deux nouvelles politiques axées sur « l'inclusion radicale » et la « sécurité globale » de tous les enfants dans le système éducatif (République de Sierra Leone, 2020 ; UNESCO, 2020). Dans le contexte de la pandémie, ces politiques ont servi à faciliter le retour à l'école du nombre grandissant de filles enceintes et des filles d'âge scolaire chargées de l'éducation des enfants. Avec une augmentation prévue des grossesses chez les adolescentes pendant les fermetures d'écoles à cause du Covid-19, une attention accrue a été accordée aux facteurs favorables à l'origine de ces avancées politiques et à leur applicabilité dans différents contextes (ADEA et al., 2021).

La Sierra Leone a l'un des taux de mariage d'enfants les plus bas parmi les pays du GCI, mais il est généralement plus élevé dans les zones rurales en raison d'un plus grand respect des normes traditionnelles, de moins d'opportunités économiques et éducatives pour les filles et de niveaux de

16 L'Apprentissage par l'action en matière de genre (GAL) est une approche développée par Gender at Work. Le GAL utilise l'apprentissage expérientiel basé sur les pairs pour permettre aux gens de lutter contre les dynamiques de pouvoir sexospécifiques aux niveaux individuel, organisationnel et communautaire. Dans le cadre de l'initiative Les syndicats de l'éducation agissent pour mettre fin à la VGMS, le processus GAL a permis à chaque syndicat de tester ses propres approches pour lutter contre la VGMS, tout en partageant l'expérience avec d'autres (UNGEI et al., 2018).

pauvreté plus élevés. Les filles des ménages les plus pauvres et celles vivant dans les zones rurales courent deux fois plus de risques d'être mariées avant d'avoir 18 ans, par rapport aux filles des ménages les plus riches et celles vivant dans les zones urbaines (République de Sierra Leone, 2018). **Le mariage des enfants est profondément enraciné dans les normes sociales dominantes qui construisent les rôles de genres et le processus des rites de passage.** Il peut également survenir en réponse à une grossesse précoce, de sorte que le mari puisse subvenir aux besoins de la mère adolescente et de son bébé. Le projet Le droit d'être une fille de Save the Children en Sierra Leone promeut l'éducation et la formation des filles qui se sont mariées avant l'âge de 18 ans et qui n'ont actuellement pas accès à l'éducation. Les filles participent à des formations professionnelles et compétences de vie, à des espaces sûrs et à des séances de sensibilisation sur le mariage des enfants, les droits des enfants et la SDSR. En Sierra Leone, les filles mariées et leurs maris ont salué les compétences professionnelles et la formation commerciale dispensées dans le cadre de l'éducation non formelle. Les filles ont pu gagner un revenu et se sentir plus confiantes et autonomes, sans compromettre leurs valeurs et leurs responsabilités traditionnelles (Versluys, 2019).

Compte tenu des preuves existantes sur l'éventail des facteurs qui alimentent les problèmes de grossesse chez les adolescentes, de mariage d'enfants et d'abandon scolaire des filles en Sierra Leone, les programmes et politiques futurs doivent aller au-delà du renforcement des connaissances, attitudes et compétences individuelles des filles. Cette approche peut **surestimer le libre arbitre des filles sur leur situation sociale et économique, tout en minimisant le rôle des normes sociales** et des facteurs tels que la pauvreté, les options économiques, éducatives et sociales acceptables limitées pour les filles et les déséquilibres de pouvoir entre les sexes. S'il est important de donner aux femmes et aux filles les moyens de ne pas accepter les normes sociales négatives, il est également impératif de considérer et **d'engager de manière significative les hommes et les garçons si ce changement doit être durable.** Cela peut également aider à éviter une augmentation involontaire de la violence à l'égard des femmes et des filles et des réactions négatives contre les efforts de transformation des normes sociales en général (Mocan et Cannonier, 2012 ; Versluys, 2019 ; Castillejo et al., 2021). De manière critique, les preuves montrent qu'**à la suite de la guerre civile, les normes de genre en Sierra Leone sont en pleine mutation.** Par exemple, les idées traditionnelles sur la valeur du mariage précoce côtoient des idées plus récentes sur l'importance de l'éducation des filles. De tels changements peuvent créer un espace pour de nouvelles normes et pratiques qui peuvent faire progresser l'égalité des sexes et l'éducation des filles. Les cas de déviance positive¹⁷ par exemple, lorsque les mères ont gardé leurs filles enceintes avec elles plutôt que de les envoyer vivre avec le père du bébé, afin que la fille puisse retourner à l'école indiquent que les perceptions de la valeur de l'éducation des filles peuvent être en train de changer. Lorsque les détenteurs du pouvoir au sein de la communauté sont des déviants positifs, cela peut avoir une influence significative sur le changement des normes et les attitudes des autres. Les groupes de jeunes ont également réussi à amener les chefs religieux à adopter leur message et à donner des exemples positifs en ce qui concerne l'éducation des filles et l'égalité des sexes (Branksy et al., 2017 ; Castillejo et al., 2021).

17 La « déviance positive » décrit un comportement qui s'écarte des normes saillantes mais qui est positif dans son intention ou son effet (van de Fliert et Herington, 2018 ; Mertens et al., 2016). Par exemple, dans une société où la violence à l'égard des femmes est très répandue et normalisée, les motivations et les caractéristiques des hommes non violents sont des facteurs qui peuvent être associés à une « déviance positive » (Jejeebhoy, 2013).

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Ce document d'orientation examine les données existantes relatives aux normes sociales et à l'éducation des filles dans huit pays partenaires du GCI, en mettant l'accent sur les pratiques néfastes (y compris le mariage des enfants et les mutilations génitales féminines), les grossesses précoces, la violence sexiste en milieu scolaire et le travail des enfants. Il confirme que les facteurs économiques et socioculturels, en plus des structures de pouvoir et d'influence rigides et sexospécifiques au-delà du système éducatif, jouent un rôle crucial dans la reproduction des inégalités entre les sexes, des pratiques et des normes néfastes qui sous-tendent les obstacles persistants à l'accès, à la participation et à l'achèvement des études des filles.

Les études examinées dans ce document d'orientation indiquent que les normes sociales régissant l'éducation et les parcours de vie des filles ont une influence plus puissante sur le comportement et la prise de décision que les connaissances ou les attitudes individuelles. Les politiques et les programmes qui ciblent les connaissances et les attitudes individuelles peuvent surestimer le libre arbitre des filles pour prendre des décisions concernant leur propre cheminement de vie et peuvent ne pas traiter de manière adéquate les facteurs sociaux, économiques, infrastructurels et liés aux conflits qui exacerbent la persistance des normes et pratiques néfastes. **Transformer les normes sociales patriarcales et restrictives n'est pas la seule responsabilité des filles et des femmes.** Les figures d'autorité dans la vie des filles (telles que les parents, les membres de la communauté, les maris et les chefs religieux et traditionnels) détiennent souvent un pouvoir décisionnel sur l'éducation des filles. Leurs perceptions de la qualité et de la sécurité de l'éducation et de sa compatibilité avec leurs valeurs et leurs croyances sont à la fois des facteurs d'influence clés et des points d'entrée potentiels pour un changement vers une plus grande égalité des sexes et l'éducation des filles dans les pays de la GCI.

Bien que ce document d'orientation offre une vue d'ensemble des normes sociales et de l'éducation des filles dans les pays du GCI, d'importantes lacunes en matière de recherche sont évidentes, en particulier au Tchad, au Mali et en Mauritanie. Des recherches supplémentaires, spécifiques au contexte, peuvent aider à identifier les moyens par lesquels les détenteurs du pouvoir peuvent s'engager à remettre en question et à reconstruire les normes sociales qui limitent l'accès, la participation des filles à l'éducation et leur réussite. La recherche doit mettre **l'accent sur les facteurs et les environnements propices à la transformation des normes sociales et à l'identification des « déviants positifs »** qui forment une voie différente des normes et des comportements conventionnels dans leurs communautés afin de faire progresser l'éducation des filles et l'égalité des sexes. Cela est essentiel afin de développer des preuves sur « ce qui fonctionne » en s'appuyant sur des points d'entrée pour soutenir le changement de norme et en termes de traitement et de dépassement de la résistance. Cela nécessite également **une considération spécifique du contexte des réalités postcoloniales, une focalisation sur la promotion de nouvelles normes positives plutôt que la critique du statu quo** et l'accent mis sur les gains positifs qui peuvent être réalisés grâce à la transformation des normes sociales.

Transformer les normes sociales néfastes qui limitent l'éducation des filles et l'égalité des sexes doit être un objectif éducatif. Pour accélérer les progrès vers une plus grande égalité, l'éducation des filles et la réalisation des ODD d'ici 2030, une plus grande convergence est nécessaire entre les acteurs travaillant dans l'éducation formelle et non formelle, les droits des personnes handicapées, le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines, les grossesses précoces, la VGMS, la violence domestique et sexiste et les droits des femmes et des filles. **L'éducation peut être un moteur de changement transformateur et elle offre une opportunité de former et de présenter des visions et des possibilités alternatives à ce que les filles et les garçons peuvent aspirer à être.** Les études examinées dans cet article indiquent que des interventions multisectorielles, travaillant à travers des

modèles socio-écologiques, sont nécessaires pour modifier les relations de pouvoir inégales et les normes de genre. L'utilisation d'un modèle socio-écologique aide les décideurs et les praticiens à comprendre et à suivre les changements dans les attentes sociales des garçons et des filles, dans les rôles masculins et féminins et dans les valeurs, croyances et pratiques sexospécifiques. Les approches efficaces de transformation du genre reposent sur une solide analyse de genre et une compréhension des contextes locaux (UNFPA et al., 2020).

Ce document d'orientation mentionne plusieurs approches prometteuses pour la transformation des normes sociales qui méritent d'être explorées plus avant dans les pays du GCI, à la fois au sein et au-delà du système éducatif formel (voir tableau 1). Développer encore davantage la base de preuves est une priorité. Des recherches plus spécifiques au contexte, nuancées et dirigées localement sont nécessaires pour éclairer des stratégies sur mesure et planifier des interventions appropriées, transformatrices en matière de genre et significatives, en partenariat avec des acteurs locaux et nationaux, afin de transformer les normes sociales et de faire progresser l'égalité des sexes dans et par l'éducation.

Tableau 1 : Approches pour la transformation des normes sociales et l'avancement de l'éducation des filles - exemples d'études de cas sélectionnés dans les pays du GCI.

Type d'initiative	Exemple d'étude de cas	Pays du GCI
Mobilisation et activisme communautaires	Projet d'autonomisation communautaire - Tostan	Mali Mauritanie
	Association mozambicaine des femmes et de l'éducation	Mozambique
	Initiative Kindle pour l'autonomisation de l'Afrique	Nigeria
Éducation et communication basées sur les médias	Voices for Change - DFID	Nigeria
	L'Afrique éduque sa Campagne – UA/ CIEFFA	Tous
Éducation non formelle et formation professionnelle	Le mariage n'est pas un jeu d'enfant - Save the Children	Niger
Masculinité positive et dialogues communautaires	Initiative Merci à nous - Programme mondial UNFPA-UNICEF pour mettre fin au mariage des enfants	Burkina Faso
Formation des enseignants et initiative menée par les syndicats d'enseignants	Les syndicats de l'éducation passent à l'action - Internationale de l'Éducation, Gender at Work, UNGEI, Syndicat des enseignants de la Sierra Leone	Sierra Leone
	Association Pour la Promotion des Filles et des Femmes	Burkina Faso
Renforcer les capacités, les ressources et les partenariats entre le gouvernement, la société civile et les jeunes	Initiative « Priorité à l'Égalité » (GCI) – UNGEI, IIEP-UNESCO	Tous

Sur la base des approches, des études et des preuves examinées, ce document d'orientation recommande les actions suivantes :

Institutionnaliser la formation en matière de genre pour tous les enseignants ainsi que personnel scolaire dans la mesure du possible et engager une expertise nationale en matière de genre pour dispenser la formation. Veiller à ce que les programmes, les manuels et les matériels d'apprentissage soient sensibles au genre.

Mettre en place des formations, des espaces sûrs et des initiatives de soutien par les pairs qui permettent aux enseignants de remettre en question et de transformer leurs propres attitudes et croyances sur les questions de genre, de créer et de maintenir des environnements d'apprentissage sensibles au genre et de jouer un rôle clé dans la prévention et la réponse à la VGMS.

Investir dans des pratiques d'embauche sensibles au genre des nouveaux enseignants, avec des stratégies ciblées pour augmenter le nombre d'enseignantes dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur.

Accroître les investissements dans des infrastructures scolaires sensibles au genre, inclusives et de qualité, notamment en ce qui concerne la lutte contre les normes de genre préjudiciables qui entraînent l'inégalité menstruelle, la violence sexiste en milieu scolaire et les inégalités intersectionnelles pour les apprenants handicapés.

Tenir d'avantage compte, dans les politiques, plans et programmes éducatifs, des réalités et des normes postcoloniales concernant l'incompatibilité perçue de « l'éducation occidentale » avec les valeurs traditionnelles.

S'associer à des groupes communautaires et de jeunes, y compris des adolescents et des hommes, pour défier les masculinités néfastes et engager ces groupes en tant que défenseurs de l'éducation des filles et de la transformation des normes sociales.

Augmenter le financement, la collecte de données et les réglementations quant à l'éducation non formelle au niveau de l'état. Cela doit inclure des recherches sur la manière dont les institutions religieuses peuvent être efficacement engagées dans la transformation des normes sociales et les efforts d'éducation des filles.

Favoriser des environnements politiques et juridiques favorables aux filles enceintes et aux jeunes mères pour qu'elles poursuivent leurs études, associés à des initiatives au niveau de l'école et de la communauté pour lutter contre la stigmatisation et promouvoir une mise en œuvre efficace.

Formaliser les efforts de transformation des normes sociales au sein des politiques du secteur de l'éducation, des plans et des objectifs. Les politiques et les plans du secteur de l'éducation sensibles au genre doivent être liés et fonctionner en tandem avec des stratégies et des plans visant à réduire les grossesses précoces et le mariage des enfants.

Intégrer systématiquement les données sur les connaissances, les attitudes et les pratiques autour des principales normes sociales et de genre dans la mesure, l'évaluation, la redevabilité et l'apprentissage dans les plans du secteur de l'éducation. Utiliser les données pour informer et mettre en œuvre des stratégies d'éducatrices transformatrices en matière de genre et pertinentes sur le plan contextuel.

Développer des moments libres dans le cycle de planification de l'éducation pour écouter et collaborer avec d'autres ministères et diriger la coordination intersectorielle pour lutter de manière holistique contre les normes sociales néfastes qui limitent l'éducation des filles.

Réserver des sièges à toutes les tables de prise de décision pour les jeunes militantes féministes, les alliés masculins, les chefs religieux et traditionnels, les enseignantes et autres personnalités communautaires ayant fait preuve de plaidoyers et de solides résultats sur le terrain pour l'éducation des filles et l'égalité des sexes dans l'éducation.

ENCADRÉ 2 : QUELLE EST LA PROCHAINE ÉTAPE ?

En 2022, UNGEI lancera une deuxième phase de recherche sur les facteurs sociaux de l'éducation des filles via le GCI (Gender at the Centre Initiative). Conçue et implémentée en partenariat avec un partenaire de recherche en Afrique occidentale et centrale, cette recherche participative aux méthodes mixtes, permettra de mieux comprendre les normes sociales et les facteurs sur plusieurs niveaux qui influent sur l'éducation des filles et l'égalité des genres dans le cadre d'un pays GCI. Cette recherche complétera l'étude future de IIEP-UNESCO sur les normes en matière d'égalité des genres, la dynamique de pouvoir et la résistance au changement dans la gestion de l'éducation et la planification au niveau du ministère dans un pays GCI.

Reportez-vous au [Newsletter du GCI Édition n° 2](#) pour plus d'informations sur les recherches et activités à venir en 2022.

RÉFÉRENCES

- 28 Trop nombreuses (2019) MGF au Tchad : Rapport succinct.
[www.28toomany.org/static/media/uploads/Country%20Research%20and%20Resources/Chad/chad_short_report_v1_\(november_2019\).pdf](http://www.28toomany.org/static/media/uploads/Country%20Research%20and%20Resources/Chad/chad_short_report_v1_(november_2019).pdf)
- ADEA, UA/CIEFFA et APHRC (2021) Le bien-être des écoliers en Afrique pendant la pandémie de COVID19. Abidjan, Ouagadougou, Nairobi : ADEA, AU/CIEFFA, APHRC.
www.adeanet.org/sites/default/files/school_children_well-being_kix_observatory.pdf
- Afolayan, E. G. (2021) L'éducation non formelle comme outil d'autonomisation des filles et des femmes dans un contexte religieux conservateur : le cas du nord du Nigéria. Université Murdoch.
<https://researchrepository.murdoch.edu.au/id/eprint/61791/>
- Banque africaine de développement et Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (2020) Rapport sur l'Indice de genre en Afrique 2019 : Ce que nous dit l'Indice de genre en Afrique 2019 sur l'égalité des sexes et comment y parvenir. Abidjan, Côte d'Ivoire : Groupe de la Banque africaine de développement.
www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/africa_gender_index_report_2019_-_analytical_report.pdf
- Union africaine (2015) Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons
https://au.int/sites/default/files/documents/36204-doc-agenda2063_popular_version_en.pdf
- Union africaine (2016) Stratégie continentale d'éducation pour l'Afrique (CESA) 2016 - 2025.
https://au.int/sites/default/files/documents/29958-doc-cesa_-_english-v9.pdf
- Union africaine (2018) Stratégie de l'UA pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes 2018 - 2028
https://au.int/sites/default/files/documents/36817-doc-52569_au_report_eng_print.pdf
- Union africaine (2021a) Atteindre zéro mutilation génitale féminine en Afrique : renforcer les droits de l'homme, accélérer les efforts et galvaniser la responsabilité. Note d'orientation.
https://drive.google.com/file/d/1JesLopDe-Kmx-ik3Qwz_-fcTlbVtrpja/view
- Union africaine (2021b) Appel de Niamey à l'action et à l'engagement pour accélérer l'élimination des pratiques néfastes https://au.int/sites/default/files/newsevents/workingdocuments/41067-wd-Niamey_Call_to_Action_and_Commitment_on_Eliminating_Harmful_Practices.pdf
- Union africaine/CIEFFA (2021) Rapport de mise en œuvre du Plan stratégique 2018-20. Centre international de l'Union africaine pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique.
<https://cieffa.au.int/en/documents/2021-09-03/implementationreportof-hestategicplan18-20>
- Afzal, M. (2020) De « L'éducation occidentale est interdite » au groupe terroriste le plus meurtrier du monde : L'Éducation et Boko Haram au Nigeria. Brookings.
www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/04/FP_20200507_nigeria_boko_haram_afzal.pdf
- Ahinkorah, B.O., Hagan, J.E., Ameyaw, E.K. et al. Déterminants socio-économiques et démographiques des mutilations génitales féminines en Afrique subsaharienne : analyse des données des enquêtes démographiques et de santé. Santé de la reproduction 17, 162 (2020). <https://doi.org/10.1186/s12978-020-01015-5>
- Akseer, S., Jativa, X (2021) Time to Teach : Assiduité des enseignants et temps consacré aux tâches dans les écoles primaires. Nigeria. Bureau de recherche de l'UNICEF, Innocenti.
- Alexander-Scott, M., Bell, E. et Holden, J. (2016) Changer les normes sociales pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles (VAWG). Note d'orientation du DFID. Londres : Département britannique pour le développement international. https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/507845/Shifting-Social-Norms-tackle-Violence-against-Women-Girls3.pdf
- Amili et Di Paolo (2019) En savoir plus sur le changement de norme dans l'éducation des filles dans les contextes de revenu faible et intermédiaire : Leçons tirées du fonds Girls' Education Challenge (GEC). ALiGN.
www.alignplatform.org/sites/default/files/2019-03/gec_policy_feb_2019_es.pdf
- Amnesty International (2021) Nigéria. Sept ans après Chibok, le gouvernement ne protège pas les enfants.

Bal, S., Baro, M., O'Sullivan, N. (2015) Accès des femmes à la terre en Mauritanie : Étude de cas en préparation de la COP. Washington, DC : Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/22938>

Bandiera, O., Buehren, N., Goldstein, M., Rasul, I., Smurra, A. (2020) Les fermetures d'écoles pendant une épidémie ont-elles des effets persistants ? Preuve de la Sierra Leone au moment d'Ebola. Poverty Action Lab.

Bransky, R., Enoch, J. et Long, C. (2017) Mariage des enfants en Sierra Leone et en Guinée : Racines culturelles et solutions centrées sur les filles. Freetown : Productions intentionnelles.

Brookings (2022). Que savons-nous des effets du COVID-19 sur le retour des filles à l'école ? <https://www.brookings.edu/blog/education-plus-development/2021/09/22/what-do-we-know-about-the-effects-of-covid-19-on-girls-return-to-school/>

Brossard, M., et Bergmann, J. (2022) et le fait que plus de femmes dirigent des écoles améliore-t-il les résultats d'apprentissage ? <https://blogs.unicef.org/evidence-for-action/can-more-women-in-learning-leadership-improve-education-outcomes/>

Butt (2020) Les communautés changent les normes sociales pour mettre fin aux mutilations génitales féminines en Afrique de l'Ouest. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/communities-changing-social-norms-to-end-female-genital-cutting-in-west-africa-621088/>

Cartner, H. (2018) « Je ne retournerai jamais à l'école ». L'impact des attaques sur l'éducation des femmes et des filles nigérianes. Coalition mondiale pour empêcher les attaques contre l'éducation. http://protectingeducation.org/wp-content/uploads/documents/documents_attacks_on_nigerian_women_and_girls.pdf

Castillejo, C., Buell, S., Bash-Taqi, R., Denney, L., Fraser, T., Kamara, M., Komora, H., (2021) Les normes sociales et le problème de la grossesse chez les adolescentes en Sierra Leone : apprendre d'un projet de recherche-action du SLRC. Note d'information. Consortium de recherche sur les moyens de subsistance sécurisés. <https://securelivelihoods.org/wp-content/uploads/SLRC-SierraLeone-SocialNormsTeenagePregnancy-BN-Apr21-Proof05.pdf>

Cetorelli, V., Wilson, B., Batyra, E. et Coast, E. (2020) Mutilations génitales féminines/excision au Mali et en Mauritanie : Comprendre les tendances et évaluer les politiques. Études sur la planification familiale, 51 (1): 51-69.

Cellule de Planification et de Statistique (CPS/SSDSPF), Institut National de la Statistique (INSTAT/MPATP), INFO-STAT et ICF International, 2014. Enquête Démographique et de Santé au Mali 2012-2013. Rockville, Maryland, USA : CPS, INSTAT, INFO-STAT et ICF International. <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR286/FR286.pdf>

Chukwu, O (2021) Nouveaux dangers pour l'éducation des filles dans le nord du Nigéria. INEE. <https://inee.org/blog/new-dangers-girls-education-northern-nigeria>

Cislaghi (2019) Le potentiel d'une approche communautaire pour changer les normes de genre néfastes dans les pays à revenu faible et intermédiaire. ALiGN.

Coinco/UNICEF (2008) « Les enfants non scolarisés de la Sierra Leone », Freetown : UNICEF.

Diawara, A. T., Compaore, M., De Cecco, L., and Rouamba, O. K.-Z. (2013) Étude sur les Grossesses Non Désirées et les Cas d'Évanouissement des Jeunes Filles en Milieu Scolaire. Burkina Faso.

Denney, L. et Gordon, R. (2016) Comment réduire les risques de grossesse chez les adolescentes en Sierra Leone. Document d'information 18, Consortium de recherche sur les moyens de subsistance sécurisés. https://securelivelihoods.org/wp-content/uploads/BP18_How-to-reduce-teenage-pregnancy-in-Sierra-Leone.pdf

Denney, L. Gordon, R. et Ibrahim, A. (2015) Grossesse chez les adolescentes après l'épidémie d'Ebola en Sierra Leone : Cartographier les réponses, les lacunes et les défis actuels. ODI Working Paper 39, Recherche sur les moyens de subsistance et les services affectés par les conflits. Londres : Institut de développement outre-mer (ODI). https://securelivelihoods.org/wp-content/uploads/Teenage-Pregnancies-after-Ebola-in-SierraLeone_-_Mapping-responses-gaps-and-ongoing-challenges.pdf

Denney, L., Gordon, R., Kamara, A., Lebby, P. (2016) Changer le contexte, pas les filles : Améliorer les efforts pour réduire les grossesses chez les adolescentes en Sierra Leone. Recherche sur les moyens de subsistance et les services affectés par le conflit. Rapport 11, Consortium de recherche sur les moyens de subsistance sécurisés. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/RR11_Change%20the%20context%20not%20the%20girls_Improving%20efforts%20to%20reduce%20teenage%20pregnancy%20in%20Sierra%20Leone.pdf

Desai, P. (2017) Document hérité de Voices for Change : Utiliser le marketing social pour changer les normes de genre discriminatoires. Voices 4 Change.

FHI 360 et UNICEF (2017) « Quel est l'effet des enseignantes sur l'inscription et la rétention des filles dans le nord du Nigeria ? Une étude de recherche à méthodes mixtes, UNICEF/Nigeria Girls » Programme d'éducation, phase 3, rapport de recherche final, FHI 360, UNICEF Nigeria et UK Aid.

Gathara, D., et Karumbi, J. 2020. « Corrélations entre les mutilations génitales féminines/l'excision et le mariage précoce/d'enfants : une analyse EDS/MICS multi-pays. » Preuves pour mettre fin aux MGF/C : Recherche pour aider les femmes à s'épanouir. New York : Conseil de la population.

Défi de l'éducation des filles (2021) Compte-rendu du pays : Mozambique.
https://girlseducationchallenge.org/media/yw4n3s5n/gec_country_briefing_mozambique_march-21_final.pdf

Girls Not Brides (n.d) Atlas : Burkina Faso <https://atlas.girlsnotbrides.org/map/burkina-faso>

Girls Not Brides (n.d) Atlas : Tchad <https://atlas.girlsnotbrides.org/map/chad>

Girls Not Brides (n.d) Atlas : Mali <https://atlas.girlsnotbrides.org/map/mali>

Girls Not Brides (n.d) Atlas : Mauritanie <https://atlas.girlsnotbrides.org/map/mauritania/>

Girls Not Brides (n.d) Atlas : Mozambique <https://atlas.girlsnotbrides.org/map/mozambique>

Girls Not Brides (n.d) Atlas : Niger <https://atlas.girlsnotbrides.org/map/niger>

Girls Not Brides (n.d) Atlas : Nigeria <https://atlas.girlsnotbrides.org/map/nigeria>

Girls Not Brides (n.d) Atlas : Sierra Leone <https://atlas.girlsnotbrides.org/map/sierra-leone>

Partenariat mondial pour l'éducation (2018) Handicap et éducation inclusive : Bilan des plans sectoriels de l'éducation et des subventions financées par le GPE.
www.globalpartnership.org/sites/default/files/2018-07-gpe-disability-working-paper.pdf

Goulds, S. (2020) Adolescentes en crise : Voix du Sahel. Travail : Plan International. Consulté le 08/12/2021.
<https://plan-international.org/publications/adolescent-girls-crisis-sahel#download-options>

Gordon, R., Marston, L., Rose, P. et Zubairi, A. (2019) 12 ans d'éducation de qualité pour toutes les filles : une perspective du Commonwealth. Centre REAL. Université de Cambridge. Consulté le 08/12/2021.
www.ungei.org/publication/12-years-quality-education-all-girls-commonwealth-perspective

Greany, K. (2008) Rhétorique contre réalité : explorer l'approche de l'éducation des filles basée sur les droits dans les zones rurales du Niger. Comparer : Une revue d'éducation comparée et internationale, 38(5): 555-568.

Hartman-Mahmud, L. (2011) Piler le mil pendant les heures de classe : Obstacles à l'éducation formelle des filles au Niger. Revue européenne de recherche sur le développement, 23(3): 354-370.

Heise, L. et Manji, K. (2016) « Normes sociales ». Pack de lecture de développement professionnel GSDRC n°31. Birmingham, Royaume-Uni : Université de Birmingham.
https://assets.publishing.service.gov.uk/media/597f335640f0b61e48000023/Social-Norms_RP.pdf

Herington, M. J., van de Fliert, E. (2018) Déviance positive en théorie et en pratique : Un examen conceptuel, Comportement déviant, 39:5, 664-678.
www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/01639625.2017.1286194?scroll=top&needAccess=true

Humanité et Inclusion (2021) Éducation, Fille, Handicap : une équation à résoudre. Fiche descriptive.
https://blog.hi.org/wp-content/uploads/2021/02/factsheet_2021-GirlsInEducation-EN-review-AB.pdf

Human Rights Watch (2018) Ne laisser aucune fille de côté en Afrique : Discrimination dans l'éducation contre les filles enceintes et les mères adolescentes. USA. www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/au0618_web.pdf

Human Rights Watch (2020) « Leur guerre contre l'éducation : » Attaques des groupes armés contre des enseignants, des élèves et des écoles au Burkina Faso. USA.
www.hrw.org/sites/default/files/media_2020/05/BurkinaFaso0520_web.pdf

Human Rights Watch (2021) Afrique : Progrès des droits pour les étudiantes enceintes. Actualités. www.hrw.org/news/2021/09/29/africa-rights-progress-pregnant-students

Human Rights Watch (2021a) Les dirigeants africains se réunissent au Niger pour soutenir les droits des filles. Actualités.

www.hrw.org/news/2021/11/15/african-leaders-meet-niger-support-girls-rights

Human Rights Watch (2022) Nigeria : Le mariage des enfants viole les droits des filles. Actualités. <https://www.hrw.org/news/2022/01/17/nigeria-child-marriage-violates-girls-rights>

IPE-UNESCO Dakar et UNICEF (2020) Analyse du secteur de l'éducation de la République de Sierra Leone : Évaluer l'environnement propice à l'égalité des sexes.

<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000375434/PDF/375434eng.pdf.multi>

Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) et ICF International (2012) Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples du Burkina Faso 2010. Calverton, Maryland, USA.

<https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR256/FR256.pdf>

Institut National de la Statistique (INS) et ICF International (2013) Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples du Niger 2012. Calverton, Maryland, USA. www.dhsprogram.com/pubs/pdf/FR277/FR277.pdf

[Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques \(INSEED\), Ministère de la Santé Publique \(MSP\) et ICF International \(2014-2015\) Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples \(2014-2015\). Rockville, Maryland, USA. https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR317/FR317.pdf](https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR317/FR317.pdf)

Institut National de la Statistique (INSTAT), Cellule de Planification et de Statistique Secteur Santé-Développement Social et Promotion de la Famille (CPS/SS-DS-PF) et ICF (2019) Enquête Démographique et de Santé au Mali 2018. Bamako, Mali et Rockville, Maryland. <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR358/FR358.pdf>

Organisation internationale du travail et UNICEF (2021) Travail des enfants : Estimation mondiale 2020, Tendances et perspectives d'avenir.

<https://childhub.org/sites/default/files/library/attachments/Child-Labour-Executive-Summary-EN.pdf>

Izama, M. P. (2014) Éducation musulmane en Afrique : Tendances et attitudes envers les écoles confessionnelles. Examen de la foi et des affaires internationales, 12(2), 38 -50. <https://doi.org/10.1080/15570274.2014.918749>

Jejeebhoy, S. J., Santhya, K. G. et Sabarwal, S. (2013) Violence basée sur le genre : Une exploration qualitative des normes, des expériences et des déviations positives. Rapport technique. New Delhi : Conseil de la population.

https://knowledgecommons.popcouncil.org/cgi/viewcontent.cgi?article=1150&context=departments_sbsr-rh

Kainuwa, A., et Mohammad Yusuf, N.B. (2013) Traditions et pratiques culturelles des parents en tant qu'obstacles à l'éducation des filles dans l'État de Zamfara au Nigéria. Journal international des publications scientifiques et de recherche, 3 (11), 1-8.

Kazianga, H. (2012) Risque lié au revenu et décisions de scolarisation des ménages au Burkina Faso. Série de documents de travail sur l'économie de l'université d'État de l'Oklahoma. Stillwater : Université d'État de l'Oklahoma. Développement mondial, 2012, vol. 40, issue 8, 1647-1662.

https://econpapers.repec.org/article/eeewdevel/v_3a40_3ay_3a2012_3ai_3a8_3ap_3a1647-1662.htm

[Observatoire KIX \(2021\) Note d'orientation sur la réouverture des écoles en Afrique pendant la pandémie de COVID-19. Association pour le développement de l'éducation en Afrique \(ADEA\) et Groupe de la Banque africaine de développement \(BAD\). www.adeanet.org/sites/default/files/publications/policy_brief_kix_observatory_school_reopening.pdf](http://www.adeanet.org/sites/default/files/publications/policy_brief_kix_observatory_school_reopening.pdf)

[Observatoire KIX \(2022\) Note d'orientation sur la formation et le soutien des enseignants en Afrique pendant la pandémie de Covid-19. Association pour le développement de l'éducation en Afrique \(ADEA\) et Groupe de la Banque africaine de développement \(BAD\). www.adeanet.org/sites/default/files/publications/policy_brief_teacher_training_and_support.pdf](http://www.adeanet.org/sites/default/files/publications/policy_brief_teacher_training_and_support.pdf)

Kwauk, C., Braga, A., Kim, H., Dupuy, K., Bezu, S., Knudsen, A. (2018) Programmation non formelle des compétences de vie des filles : Implications pour les politiques et la pratique. Centre pour l'éducation universelle, Brookings. www.brookings.edu/wp-content/uploads/2018/06/Non-formal-girls-life-skills-programming_letter.pdf

Lee, J., Kim, H., Rhee, D. (2021) Il n'y a pas de travail d'enfants inoffensif : L'effet du travail des enfants sur la réussite scolaire en Afrique occidentale et centrale francophone. *Journal international du développement de l'éducation*. 80. 102308. [10.1016/j.ijedudev.2020.102308](https://doi.org/10.1016/j.ijedudev.2020.102308).

Lee, J., Rhee, D., Rudolf, R. (2019) Sexe des enseignants, sexe des élèves et réussite à l'école primaire : données probantes de dix pays africains francophones, *Le Journal des études de développement*, 55:4, 661-679.

Fonds Malala (n.d.) Nigeria. <https://malala.org/countries/nigeria>

Marcus, R. et Harper, C. (2015) Normes sociales, normes de genre et adolescentes : un guide bref. Londres : Institut de développement outre-mer. <https://cdn.odi.org/media/documents/9818.pdf>

Marcus, R., Gupta-Archer, N., Darcy, M. et Page, E. (2017) Examen rigoureux de GAGE : Clubs de filles, programmes de compétences de vie et résultats en matière de bien-être des filles. Londres : Genre et adolescence : preuves mondiales. www.gage.odi.org/publication/rigorous-review-girls-clubs-life-skills-programmes/

Melnikas, A.J., Saul, G., Singh, S., Mkandawire, J., Gueye, M., Diarra, A., Amin, S. (2019) Plus qu'une alliance de mariées : rapport d'évaluation intermédiaire. New York : Conseil de la population. https://knowledgecommons.popcouncil.org/cgi/viewcontent.cgi?article=1469&context=departments_sbsr-pgy

Mertens, W., Recker, J., Kohlborn, T., Kummer, T.F. (2016) Un cadre pour l'étude de la déviance positive dans les organisations, *Comportement déviant*, Édition 37, 2016 - Édition 11, 1288-1307. www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/01639625.2016.1174519?scroll=top&needAccess=true

Ministério da Saúde- MISAU, Instituto Nacional de Estatística - INE, and ICF (2018) Inquérito de Indicadores de Imunização, Malária e HIV/SIDA em Moçambique - IMASIDA, 2015. Maputo, Moçambique. <https://dhsprogram.com/publications/publication-ais12-ais-final-reports.cfm>

Misunas, C., Erulkar, A., Apicella, L., Ngô, T., Psaki, S. (2021) Qu'est-ce qui influence l'âge des filles au mariage au Burkina Faso et en Tanzanie ? Exploration de la contribution des facteurs individuels, familiaux et communautaires. *Journal de la santé des adolescents* 69 (2021) S46-S56. <https://doi.org/10.1016/j.jadohealth.2021.09.015>

Mizunoya, S., S. Mitra et I. Yamasaki (2016) Vers une éducation inclusive : L'impact du handicap sur la fréquentation scolaire dans les pays en développement, Document de travail Innocenti n° 2016-03, Bureau de recherche de l'UNICEF, Florence. www.unicef-irc.org/publications/pdf/IWP3%20-%20Towards%20Inclusive%20Education.pdf

Mocan, N.H., et Cannonier, C. (2012) L'autonomisation des femmes par l'éducation : Témoignage de la Sierra Leone. Document de travail 18016. www.nber.org/papers/w18016. Cambridge, MA : Bureau National de la Recherche Économique.

Office national des statistiques (Mauritanie), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) (2015) Enquête par grappes à indicateurs multiples de Mauritanie 2011. New York : UNICEF.

Commission nationale de la population (NPC) [Nigeria] et ICF (2019) Enquête démographique et de santé au Nigéria 2018. Abuja, Nigéria, et Rockville, Maryland, États-Unis. <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR359/FR359.pdf>

OCDE (2018) Institutions sociales et indice de genre du Burkina Faso (Burkina Faso - SIGI). OCDE Centre de développement. www.genderindex.org/wp-content/uploads/2018/01/BurkinaFasoSIGI-20x20-EN-web.pdf

Ogakwu, V. N. (2007) Obstacles culturels à l'équité entre les sexes au Nigéria : un obstacle à la réalisation de l'éducation pour tous. *Revue multidisciplinaire d'excellence académique*, 6(1), 11-21. Consulté le 08/12/2021.

Parkes, J. et Heslop, J. (2013) Halte à la violence contre les filles à l'école : Une analyse transnationale du changement Ghana, Kenya et Mozambique. ActionAid International. https://discovery.ucl.ac.uk/id/eprint/10023454/1/svags_review_final.pdf

Parkes, J., J. Heslop, F. Johnson Ross, R. Westerveld and E. Unterhalter (2016) Un examen rigoureux des données de recherche mondiales sur les politiques et pratiques relatives à la violence sexiste en milieu scolaire. New York, UNICEF. www.unicef.org/media/66546/file/SRGBV-review.pdf

Pearce, C., Fourmy, S., et Kovach, H. (2009) Assurer l'éducation pour tous au Mali. Rapport de recherche Oxfam. Londres.

Pereznieta, P., Fyles, N., Magee, A. (2017) Atténuation des menaces envers l'éducation des filles dans les contextes touchés par les conflits : pratique actuelle. Examen des preuves. New York : UNGEI.
www.ungei.org/publication/mitigating-threats-girls-education-conflict-affected-contexts-current-practice

Perlman, D., Adamu, F. et Wodon, Q. (2018) Pourquoi les adolescentes abandonnent-elles l'école au Niger ? Une analyse combinée quantitative et qualitative. *Marché et organisations*, 2(32) : 179-194.

Reilly, A. (2014) Les expériences de violence des adolescentes à l'école en Sierra Leone et les défis du changement durable, *Genre et développement*, 22:1, 13-29. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13552074.2014.902239>

Roby, J.L., Lambert, M.J. et Lambert, J. (2009) Obstacles à l'éducation des filles au Mozambique au niveau des ménages et des communautés : une étude exploratoire. *Revue internationale du bien-être social*, 18: 342-353.

Rodway, F. (2021) Examen indépendant du programme GRESP : Rapport final. New York : UNGEI.

Rothe, D. (2015) Ebola : au-delà de l'urgence sanitaire. Résumé de la recherche sur les conséquences de l'épidémie d'Ebola pour les enfants et les communautés au Libéria et en Sierra Leone. Plan international.
<https://plan-international.org/publications/ebola-beyond-health%2%A0emergency#download-options>

Riley, A.H. (2017) Nouvelles orientations pour le divertissement-éducation : Résultats d'une étude à méthodes mixtes sur le rôle de la persuasion narrative et des normes sociales d'une émission de radio ou sur le changement individuel et social au Mozambique. Thèse de doctorat de l'Université Drexel.

Samandari, G., Grant, C., Brent, L. et al. (2019) « C'est une chose qui dépend de Dieu : » Obstacles au report de la première naissance et à la recherche d'un avenir alternatif chez les adolescentes nouvellement mariées au Niger. *Reprod Santé* 16, 109. <https://doi.org/10.1186/s12978-019-0757-y>

Saul G, Diarra A, Melnikas AJ, Amin S. (2020) Voix sans choix ? Enquête sur le libre arbitre des adolescentes dans la prise de décision conjugale au Niger. *Progrès dans les études de développement*, 20(4):270-281.

Sauvez les enfants du Nigeria (2021) Rapport sur l'état des filles au Nigeria : un diagnostic incisif sur le mariage des enfants au Nigeria.
https://resourcecentre.savethechildren.net/pdf/state_of_the_nigerian_girl_report_save_the_children.pdf/

Shakya et al. (2020) Analyse spatiale des caractéristiques socio-démographiques individuelles et au niveau du village, associées à l'âge du mariage chez les adolescents mariés dans les zones rurales du Niger. *Santé publique BMC*. 20:729. <https://link.springer.com/content/pdf/10.1186/s12889-020-08759-6.pdf>

Sightsavers (2021) Promouvoir une éducation inclusive pour les filles et les garçons handicapés en Afrique de l'Ouest et du Centre. Note d'orientation. <https://research.sightsavers.org/wp-content/uploads/sites/8/2021/01/Policy-Brief-EN-Inclusive-Ed-in-West-and-Central-Africa.pdf>

Spear, A. M. (2019) Les enseignants comme agents du changement ? Évaluation des perceptions et des réponses des enseignants aux violences sexuelles basées sur le genre dans les écoles au Burkina Faso. *FIRE : Forum pour la recherche internationale en éducation*, Vol. 5, Édition 2. pp. 195-213. Consulté le 08/12/2021.
<https://files.eric.ed.gov/fulltext/EJ1233679.pdf>

Initiative Spotlight (2021) Les dirigeants communautaires deviennent des alliés pour mettre fin au mariage des enfants au Mozambique. Actualités.
<https://spotlightinitiative.org/news/community-leaders-become-allies-ending-child-marriage-mozambique>

Statistics Sierra Leone (2018) Enquête par grappes à indicateurs multiples en Sierra Leone 2017, Rapport sur les résultats de l'enquête. Freetown.
www.statistics.sl/images/StatisticsSL/Documents/sierra_leone_mics6_2017_report.pdf

Steiner, J. J. et Spear, A. M. (2020) Bulletin IDS, Vol. 51, N° 2. Institut d'études du développement. Consulté le 08/12/2021. <https://bulletin.ids.ac.uk/index.php/idsbo/article/view/3102/3103>

Taimo (2015) Garder les filles à l'école : Renforcer les capacités de l'association femmes et éducation au Mozambique. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/keeping-girls-in-school-building-the-capacity-of-the-women-and-education-associ-560597/>

Trinies, V., Caruso, B., Sogore, A., Toubkiss, J., Freeman, M. (2015) Découvrir les défis de la gestion de l'hygiène menstruelle dans les écoles au Mali. *Waterlines*, 34: 31-40.

Turner, F., Taylor, G., Outhred, R. (2020) GPE 2020 Évaluations prospectives au niveau des pays. Premier rapport annuel : Mali. Universalia. www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020-04-country-level-prospective-evaluations-mali.pdf

PNUD (2020) Perspectives du développement humain 2020 : S'attaquer aux normes sociales : Un changeur de jeu pour les inégalités entre les sexes. New York. http://hdr.undp.org/sites/default/files/hd_perspectives_gsni.pdf

UNESCO (2020) Rapport mondial de suivi sur l'Éducation— Rapport sur le genre : Une nouvelle génération : 25 ans d'efforts pour l'égalité des genres dans l'éducation. Paris. <https://en.unesco.org/gem-report/2020genderreport>

UNESCO (2021) Lorsque les écoles ferment : impacts sexospécifiques des fermetures d'écoles suite au COVID-19. Paris. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000379270>

UNESCO et ONU Femmes (2016) Orientations mondiales dans la lutte contre la violence sexiste en milieu scolaire.

UNFPA (n.d.) Mauritanie - Tableau de bord des mutilations génitales féminines. www.unfpa.org/data/fgm/MR

UNFPA (2017) Examen des politiques, stratégies et lois relatives aux adolescents et aux jeunes dans certains pays d'Afrique de l'Ouest. Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre : Dakar, Sénégal.

https://wcaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA_WAfrica_Youth_ENG_20170726%20%281%29_0.pdf

UNFPA (2020) Impact de la pandémie de COVID-19 sur la planification familiale et la fin des violences sexistes, des mutilations génitales féminines et du mariage des enfants.

www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/COVID-19_impact_brief_for_UNFPA_24_April_2020_1.pdf

UNFPA, UNICEF et ONU Femmes (2020) Note technique sur les approches transformatrices en matière de genre dans la phase II du programme mondial pour mettre fin au mariage des enfants : un résumé pour les praticiens.

www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/Technical_Note_on_Gender-Transformative_Approaches_in_the_GPECM_Phase_II_A_Summary_for_Practitioners-January-2020.pdf

UNGEI, Internationale de l'éducation, Gender at Work, Affaires mondiales Canada (2018) Les syndicats de l'éducation agissent pour mettre fin à la violence sexiste en milieu scolaire.

www.ungei.org/publication/education-unions-take-action-end-school-related-gender-based-violence

UNGEI (2021) Initiative « Priorité à l'Égalité » (GCI) Newsletter, Édition 1.

UNGEI (2021a) Initiative « Priorité à l'Égalité » (GCI) Note d'information.

www.ungei.org/sites/default/files/2021-07/GCI_Briefing_Note_ENGLISH_V5%20%281%29.pdf

UNGEI (2022) Initiative « Priorité à l'Égalité » (GCI) Newsletter, Édition 2.

www.ungei.org/publication/gci-newsletter-issue-2-english

UNICEF (2019) L'éducation menacée en Afrique de l'Ouest et du Centre. UNICEF Alerte sur la situation des enfants.

UNICEF (2019a) Tchad : Lutter contre les préjugés contre l'éducation des filles.

<https://blogs.unicef.org/blog/chad-addressing-prejudices-girls-education/>

UNICEF (2019b) Rapport sur la situation humanitaire au Mozambique - 15 mai 2019.

www.unicef.org/media/75226/file/Mozambique-SitRep-Cyclone-Idai-Kenneth-15-May-2019.pdf

UNICEF (2020a) Adolescentes en Afrique de l'Ouest et du Centre : Fiche de données. New York.

www.unicef.org/wca/media/3861/file/Adolescents%20girls%20in%20West%20and%20Central%20Africa.pdf

UNICEF (2020b) Mariage des enfants au Sahel. New York.

https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Child-marriage-in-the-Sahel-brochure-English_2020.pdf

UNICEF (2020c) Rapport sur la situation humanitaire au Niger n°12. New York. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Niger%20Humanitarian%20Situation%20Report%20December%202020.pdf>

UNICEF (n.d.) Situation des adolescents et des normes sociales au Mozambique.

UNICEF (n.d.) Adolescents et normes sociales au Niger. www.unicef.org/niger/adolescents-and-social-norms

UNICEF (n.d.) Nigeria, Éducation. www.unicef.org/nigeria/education

UNICEF et UNFPA (2019) UNFPA-UNICEF Programme mondial pour mettre fin au mariage des enfants. Profil de pays du Burkina Faso. www.unicef.org/media/88801/file/Child-marriage-Burkina-Faso-profile-2019.pdf

UNICEF et UNFPA (2020) Note technique sur les normes de genre. www.unicef.org/media/65381/file/GP-2020-Technical-Note-Gender-Norms.pdf

UNICEF et UNFPA (2021) UNFPA-UNICEF Programme mondial pour mettre fin au mariage des enfants. Profil de pays du Burkina Faso. www.unicef.org/media/111366/file/Child-marriage-country-profile-Burkina-Faso-2021.pdf

UNICEF (2021a) Réouverture avec résilience : Leçons de l'apprentissage à distance pendant le Covid-19 en Afrique de l'Ouest et du Centre. New York : UNICEF. www.unicef-irc.org/publications/pdf/Reopening-with-Resilience-WCA.pdf

UNICEF (2021b) Analyse des dépenses d'éducation dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Note d'orientation à l'intention des ministres de l'Éducation et des Finances. Dakar : UNICEF Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre www.unicef.org/wca/media/7131/file/Reimagining-Financing-for-Education-Policy-Brief.pdf

UNICEF Mauritania (2017) Rapport final - Mauritanie - Enquête par grappes à indicateurs multiples MICS5 2015 - mars 2017. https://mics-surveys-prod.s3.amazonaws.com/MICS5/West%20and%20Central%20Africa/Mauritania/2015/Final/Mauritania%202015%20MICS_French.pdf

UNICEF (2021c) Données : Aperçu de l'éducation. Taux d'achèvement, premier cycle du secondaire. Avril 2021. <https://data.unicef.org/topic/education/overview/>

UNICEF et UNGEI (2021) Note technique sur l'éducation des filles, l'autonomisation et l'élimination des mutilations génitales féminines. New York : UNICEF. www.ungei.org/publication/girls-education-empowerment-elimination-FGM

UNICEF, UNFPA et ONU Femmes (2020) Note technique sur les approches transformatrices en matière de genre dans la phase II du programme mondial pour mettre fin au mariage des enfants : un résumé pour les praticiens. UNFPA. www.unicef.org/media/58196/file

UNICEF, Plan International et UNGEI (2021) Éducation transformatrice en matière de genre : Note www.ungei.org/publication/gender-transformative-education

Groupe de gestion Universalis (2018) Évaluation sommative de l'appui du PME à l'éducation au niveau des pays. Lot 1, Pays 1 : Burkina Faso. Rapport final. Montréal. www.globalpartnership.org/sites/default/files/2018-11-26-gpe-cle-final-report-burkina-faso.pdf

Groupe de gestion Universalis (2018) Évaluation sommative de l'appui du PME à l'éducation au niveau des pays. Lot 1, Pays 2 : Sierra Leone. Rapport final. Montréal. www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020-04-summative-evaluation-gpe-country-level-support-education-sierra-leone.pdf

ONU OCHA (2020) Note de plaidoyer sur la crise de la protection de l'enfant au Burkina Faso - Protection de l'enfance. Sous cluster Protection de l'enfance du Burkina Faso. www.ecoi.net/en/file/local/2026907/cp_aor_note_de_plaidoyer_en.pdf

ONU OCHA (2021) Afrique de l'Ouest et du Centre : Rapport de situation. <https://reports.unocha.org/en/country/west-central-africa/>

ONU OCHA (2021a) Rapport de situation : Mozambique. Septembre 2021. <https://reports.unocha.org/en/country/mozambique/>

ONU Femmes (2020) Les Femmes Comptent Hub de données Tableau de bord des ODD : Burkina Faso. <https://data.unwomen.org/country/burkina-faso>

ONU Femmes (2020) Les Femmes Comptent Hub de données Tableau de bord des ODD : Tchad.
<https://data.unwomen.org/country/chad>

ONU Femmes et le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (2017) Gestion de l'hygiène menstruelle : L'expérience des populations nomades et sédentaires au Niger.
www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/MHM_Niger.pdf

Van Deijk, R. (2007) Protéger les enfants. Attitudes communautaires à l'égard des abus sexuels sur les enfants dans les zones rurales du Mozambique. Save the Children Royaume-Uni. <https://resourcecentre.savethechildren.net/document/protecting-children-community-attitudes-child-sexual-abuse-rural-mozambique/>

Vaz, A., Pratley, P., Alkire, S. (2016) Mesurer l'autonomie des femmes au Tchad à l'aide de l'indice d'autonomie relative, *Économie féministe*, 22:1, 264-294.

Versluys, E. (2019) Normes de genre, mariage des enfants et éducation des filles en Afrique de l'Ouest et du Centre. Save the Children. Voices for Change (2017) Renforcement de l'environnement propice à l'autonomisation des jeunes femmes au Nigéria : réalisations et enseignements tirés de Voices for Change. www.alignplatform.org/resources/strengthening-enabling-environment-young-womens-empowerment-nigeria-achievements-and

Walker, J. A. (2016) Pourquoi empêcher le mariage des enfants doit être un objectif éducatif. Brookings.
www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/07/walker_girls_education.pdf

Watson, C., Dnalbaye, E., Nan-guer, B. (2018) Réfugiés et communautés d'accueil au Tchad : dynamiques d'inclusion sociale. Washington, D.C. : Banque mondiale.
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/734861563057353544/pdf/Refugee-and-Host-Communities-in-Chad-Dynamics-of-Economic-and-Social-Inclusion-Report-of-Qualitative-Research-Findings.pdf>

Welsh, P., Abba, U., Bishop, K., Enye, C. (2017) Document d'héritage de Voices for Change : 'Notre force n'est pas de blesser .' Engager les hommes pour l'égalité des sexes. Voices 4 Change.

Wessells, M., Manyeh, M et Lamin, D. (2014) « Résultats préliminaires de l'intervention communautaire visant à réduire les grossesses chez les adolescentes dans deux districts de la Sierra Leone : Conclusions des ateliers d'examen participatif avec des enfants et des adultes, Londres : Initiative d'apprentissage interagences sur les mécanismes de protection de l'enfance et les systèmes de protection de l'enfance à base communautaire.

Banque mondiale (2018) Données de la Banque mondiale. Enseignement secondaire, enseignants, femmes—Nigeria. <https://data.worldbank.org/indicator/SE.SEC.TCHR.FE?locations=NG>

World Food Programme (2019) Faim Zéro : Rapport de l'examen stratégique national Faim Zéro de la République du Tchad. www.wfp.org/publications/chad-strategic-review

Yotebieng, K. (2021) Ce que nous savons (et ce que nous ignorons) des normes sociales persistantes qui entravent l'accès, la participation et la réussite des filles à l'éducation dans huit pays d'Afrique subsaharienne. New York : UNGEI. www.ungei.org/sites/default/files/2021-07/Social-Norms-Barriers-Girls-Education-GCI-2021-eng.pdf

ANNEXE 1 : EXAMEN DES POLITIQUES ET LÉGISLATIONS CONTINENTALES POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'ÉDUCATION

Union africaine (2016) Stratégie continentale d'éducation pour l'Afrique (CESA) 2016 - 2025.

https://au.int/sites/default/files/documents/29958-doc-cesa_-_english-v9.pdf

FAWE. (2018) Stratégie pour l'égalité des genres : Stratégie continentale d'éducation pour l'Afrique (CESA 2016-2025).

https://issuu.com/fawe/docs/gender_equality_strategy_for_the_co

Union africaine (2015) Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons.

https://au.int/sites/default/files/documents/36204-doc-agenda2063_popular_version_en.pdf

Union africaine (2018) Stratégie de l'UA pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes 2018–2028.

https://au.int/sites/default/files/documents/36817-doc-52569_au_report_eng_print.pdf

AU/CIEFFA (2021a) Rapport de mise en œuvre du Plan stratégique 2018-20. Centre international de l'Union africaine pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique.

<https://cieffa.au.int/en/documents/2021-09-03/implementationreportof-hestrategicplan18-20>

Cadre continental africain des certifications : <https://acqf.africa/>

Protocole de l'Union africaine à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique (Protocole de Maputo).

https://au.int/sites/default/files/treaties/37077-treaty-charter_on_rights_of_women_in_africa.pdf

Union africaine (2021b) Appel de Niamey à l'action et à l'engagement pour accélérer l'élimination des

pratiques néfastes. https://au.int/sites/default/files/newsevents/workingdocuments/41067-wd-Niamey_Call_to_Action_and_Commitment_on_Eliminating_Harmful_Practices.pdf

ANNEXE 2 : PLANS ET POLITIQUES EN MATIÈRE DE GENRE ET D'ÉDUCATION PASSÉS EN REVUE—ÉTUDES DE CAS NATIONALES DU GCI

Burkina Faso

Programme sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF) 2012-2021.

<https://planipolis.iiep.unesco.org/en/2013/programme-sectoriel-de-l%C3%A9ducation-et-de-la-formation-psef-2012-2021-5626>

Plan d'urgence pour l'éducation au Burkina Faso 2020-2021.

<https://planipolis.iiep.unesco.org/en/2020/plan-d%E2%80%99urgence-pour-l%E2%80%99%C3%A9ducation-au-burkina-faso-2020-2021-7079>

Plan de réponse du MENAPLN pour la continuité éducative dans le contexte du COVID-19.

<https://planipolis.iiep.unesco.org/en/2020/plan-de-r%C3%A9ponse-du-menapln-pour-la-continuit%C3%A9-%C3%A9ducative-dans-le-contexte-du-covid-19-6939>

Stratégie Nationale de Prévention et d'Élimination du Mariage d'Enfants (2016-2025).

<https://www.girlsnotbrides.org/documents/487/Burkina-Faso-National-Strategy-2016-2025-Nov-2015.pdf>

SNAEF (Stratégie nationale d'accélération de l'éducation des filles).

Tchad

Plan Intérimaire de l'Éducation au Tchad (PIET) 2018- 2020. https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/chad_plan_interimaire_de_leducation_2018-2020.pdf

Plan de réponse nationale du secteur éducation à l'épidémie de COVID 19 au Tchad (PRNSE C19).

<https://planipolis.iiep.unesco.org/en/2020/plan-de-r%C3%A9ponse-nationale-du-secteur-%C3%A9ducation-%C3%A0-l%E2%80%99%C3%A9pid%C3%A9mie-de-covid-19-au-tchad-prnse-c19-6997>

Mali

Programme décennal de développement de l'éducation et de la formation professionnelle deuxième génération (PRODEC II 2019 - 2028).

<https://planipolis.iiep.unesco.org/en/2020/programme-d%C3%A9cennal-de-d%C3%A9veloppement-de-l%E2%80%99%C3%A9ducation-et-de-la-formation-professionnelle-deuxi%C3%A8me>

Stratégie de lutte contre le pandémie du COVID 19 en milieu scolaire.

<https://planipolis.iiep.unesco.org/en/2020/strat%C3%A9gie-de-lutte-contre-la-pand%C3%A9mie-du-covid-19-en-milieu-scolaire-6971>

Mauritanie

Programme national de développement du secteur de l'éducation (PNDSE II) 2011-2020.

<https://planipolis.iiep.unesco.org/en/2011/programme-national-de-d%C3%A9veloppement-du-secteur-educatif-2011-2020-pndse-ii-plan-daction>

Plan de riposte de l'éducation en réponse à la pandémie du Covid-19 (2020).

<https://planipolis.iiep.unesco.org/en/2020/plan-de-riposte-de-l%C3%A9ducation-en-r%C3%A9ponse-%C3%A0-la-pand%C3%A9mie-du-covid-19-7071>

Mozambique

Plano Estratégico da Educação (PEE) 2020-2029.

<https://planipolis.iiep.unesco.org/en/2020/plano-estrat%C3%A9gico-da-educac%C3%A7%C3%A3o-2020-2029-anexo-do-plano-estrat%C3%A9gico-da-educac%C3%A7%C3%A3o-2020-2029-plano>

Programa de Educação em Emergência (EeE) 2020-2021.

<https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020-05-18-COVID-19%20AFF%20Request%20Mozambique.pdf>

Niger

Plan de transition du secteur de l'éducation et de la formation (PTSEF) 2020-2022.

<https://planipolis.iiep.unesco.org/en/2020/plan-de-transition-du-secteur-de-l%E2%80%99C3%A9ducation-et-de-la-formation-2020-2022-7076>

Nigeria

Éducation pour le changement : un plan stratégique ministériel (2018-2022).

https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/nigeria_education_ministerial_plan_2018-2022.pdf

Stratégie nationale pour mettre fin au mariage des enfants au Nigeria (2016-2021).

https://www.girlsnotbrides.org/documents/633/Strategy-to-end-child-marriage_for-printing_08-03-2017.pdf

Plan d'urgence COVID-19 du secteur de l'éducation (2020).

<https://planipolis.iiep.unesco.org/en/2020/education-sector-covid-19-contingency-plan-6863>

Secteur de l'éducation au Nigeria Stratégie de réponse au COVID 19 dans le nord-est (2020).

<https://planipolis.iiep.unesco.org/en/2020/nigeria-education-sector-covid19-response-strategy-northeast-6998>

Lignes directrices pour la réouverture des écoles et des établissements d'enseignement après la fermeture suite à la pandémie de Covid-19 (2020).

<https://planipolis.iiep.unesco.org/en/2020/guidelines-schools-and-learning-facilities-reopening-after-covid-19-pandemic-closures-6982>

Sierra Leone

Plan sectoriel de l'éducation 2018-2020.

<https://www.globalpartnership.org/content/education-sector-plan-2018-2020-sierra-leone>

Politique nationale d'inclusion radicale dans les écoles (2021).

<https://mbsse.gov.sl/wp-content/uploads/2021/04/Radical-Inclusion-Policy.pdf>

Stratégie nationale de réduction du nombre des grossesses des adolescentes et des mariages précoces (2018-2022). https://sierraleone.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/National%20Strategy%20for%20the%20reduction%20of%20Adolescent%20Pregnancy_final_Oct%20202.pdf

République de Sierra Leone : Analyse du secteur de l'éducation : évaluer l'environnement propice à l'égalité des sexes (2020). <http://www.iiep.unesco.org/en/publication/republic-sierra-leone-education-sector-analysis-assessing-enabling-environment-gender>

COVID-19 Plan d'intervention d'urgence en matière d'éducation (2020).

<https://planipolis.iiep.unesco.org/en/2020/covid-19-education-emergency-response-plan-6954>

ANNEXE 3 : SOURCES DE DONNÉES CLÉS : ÉTUDES DE CAS DES PAYS GCI

Plans, politiques et stratégies liés à l'éducation et au genre

IIEP-UNESCO Planipolis : Portail des plans et politiques d'éducation.
<https://planipolis.iiep.unesco.org/>

Rapports nationaux de l'étude de référence du GCI.
<https://www.ungei.org/feature-collection/gender-centre>

Niveau de discrimination fondée sur le genre de l'indicateur Social Institutions and Gender Index (SIGI)

[Le SIGI](#) est un indice multidimensionnel prenant en compte à la fois la discrimination « de jure » et « de facto » des institutions sociales à travers des informations sur les lois, les attitudes et les pratiques. L'indice comporte quatre sous-indices : la discrimination au sein de la famille, l'intégrité physique restreinte, l'accès restreint aux ressources productives et financières et les libertés civiles restreintes. Les pays sont classés en cinq niveaux de discrimination sexuelle basés sur les valeurs SIGI : très faible, faible, moyen, élevé et très élevé.

Données et âge légal minimum pour le mariage

Atlas Girls Not Brides.
<https://atlas.girlsnotbrides.org/map/>

Données et existence de politiques et de lois interdisant les MGF

Tableau de bord FGM de l'UNFPA.
<https://www.unfpa.org/data/dashboard/fgm>

Taux d'achèvement du premier cycle du secondaire

Données de l'UNICEF sur l'éducation - Avril 2021.
<https://data.unicef.org/topic/education/overview/>

Taux de maternité précoce

UNESCO GEMR (2020) Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2020 : Rapport sur le genre. Une nouvelle génération : 25 ans d'efforts pour l'égalité des sexes dans l'éducation.
<https://en.unesco.org/gem-report/2020genderreport>

Enseignantes

UNESCO GEMR (2020) Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2020 : Rapport sur le genre. Une nouvelle génération : 25 ans d'efforts pour l'égalité des sexes dans l'éducation.
<https://en.unesco.org/gem-report/2020genderreport>

**PRIORITÉ À L'ÉGALITÉ
GENDER AT THE
CENTRE**

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à contacter
gdiamond@ungei.org.

[Initiative "Priorité à l'égalité" \(UNGEI\)](#)

[Initiative "Priorité à l'égalité" \(IPE-UNESCO Dakar\)](#)